

**La violation des droits de l'homme dans
l'armée russe et le travail de l'organisation des
Mères de soldats de Saint-Pétersbourg**



juin-décembre 2005

<i>Introduction</i>	p.3
I. Le recrutement : Problèmes et résolutions	p.4
1.Enrôlement illégal	p.4
a. La chasse est ouverte	
b. Que faire pour éviter ces enrôlements illégaux? La désobéissance civile	
2.La question médicale	p.6
a. Trouver sa maladie	
b. Bureau de recrutement et commission médicale	
c. Comment agir ?	
3. Autres alternatives	p.9
a. L'objection de conscience ou « Service alternatif »	
b. L'ajournement : attention danger.	
c. Le problème de la chaire militaire	
II. Pédagogie et philosophie des mères de soldats	p.11
1.L'école des droits de l'homme	p.12
2.Les ateliers	p.13
a. Atelier de sécurité	
b. Atelier de soutien psychologique	
c. Atelier sur les questions d'ordre médical	
d. « Je suis mon propre avocat »	
3. Autres moyens de diffusion	p.14
a. Les publications	
b. Site internet	
c. ... Et ailleurs	
III. L'armée : Problèmes et résolutions	p.16
1. Violation des droits de l'homme dans les casernes	p.16
a. Refus d'assistance médical	
b. Exploitation et esclavagisme	
c. Le racket	
d. La diédovtchina	
2. Conséquences du système de la Diédovtchina	p.19
3. Le travail des Mères de Soldats de Saint-Pétersbourg face à ce problème	p.19
a. La méthode des mères de soldats	
b. Exemples commentés	
4. Éléments d'explications	p.23
a. Le manque d'autorités compétentes	
b. L'argent	
c. L'impunité	
. <i>L'affaire de Kronchtadt...et le cauchemar ne faisait que commencer</i>	
. <i>La mystérieuse noyade de cinq cadets et un officier</i>	
d. l'armée : un monde à part	
IV. Les mères de soldats aujourd'hui :préoccupations et inquiétudes	p.28
1. La question Tchétchène	p.28
2. Militarisation de la Société	p.29
3. La haine de l'autre	p.30
4. L'organisation des mères de soldats est-elle menacée?	p.31
<i>Conclusion</i>	p.33

Ce rapport a été écrit à l'occasion d'un séjour de six mois (juin à décembre 2005) que j'ai passé à Saint-Pétersbourg en tant que volontaire SVE (Service Volontaire Européen) à l'organisation des mères de soldats de Saint-Pétersbourg.

Créée en 1991, cette organisation non gouvernementale lutte pour la défense des droits des conscrits, des jeunes appelés et de leur famille. L'organisation a deux objectifs : défendre et informer. Elle accompagne les appelés et leur famille qui refusent de servir dans l'armée et les soldats victimes de mauvais traitements durant leur service militaire. Les mères de soldats les informent sur leurs droits, la législation, leur apprennent à se défendre de façon autonome leurs droits à la vie, à la santé, à la dignité. Le but de cette démarche est non seulement de défendre les droits à la vie, à la santé, à la dignité mais aussi de développer une "conscience citoyenne" et de favoriser la construction d'une société civile pour faire de la Russie une véritable démocratie.

Les Mères de soldats de Saint-Pétersbourg ont compris très vite que leur « survie » et leur liberté d'action dépendraient de leur réseau à l'étranger et plus particulièrement en Europe. N'étant soutenues ni par le pouvoir russe ni par aucun parti politique, elles ne reçoivent aucune aide financière venant de Russie et leur travail n'est pas reconnu sur le territoire Russe. C'est pourquoi elles ont de nombreux partenaires à l'étranger qui les soutiennent. C'est dans ce cadre que le volontaire Européen tient une place à part entière et a un rôle particulier dans l'association, il est un « pont vers l'Europe ». Ce rapport s'inscrit dans cette logique: tenter de donner des informations concrètes sur la violation des droits de l'homme dans l'armée russe au moment du recrutement puis dans les casernes et sur le travail des mères de soldats de Saint-Pétersbourg. Il s'adresse à un public francophone, associations, journalistes, particuliers qui ont envie de s'informer sur ce sujet.

Mes sources d'informations sont multiples et se complètent.

Tout d'abord, j'ai écrit ce rapport à partir d'une expérience vécue, la mienne en tant que volontaire à l'organisation des mères de soldats. J'ai assisté et participé aux ateliers et à l'*école des droits de l'homme*, rencontré les jeunes et leur famille, accompagné les familles dans les différentes administrations militaires, les tribunaux, les hôpitaux, les unités. Cette « observation participante », (pour reprendre une expression chère aux sociologues) m'a permis de mieux comprendre le système de l'armée russe et la méthode des mères de soldats mais aussi de m'adapter au vocabulaire spécifique russe du droit et de l'armée. J'ai complété mon expérience par d'autres expériences vécues : celles du combat des mères pour faire réformer leur fils et celle des recrues qui ont fui l'armée suite à des mauvais traitements. J'ai trouvé ces témoignages dans la base de données de l'organisation en ce qui concerne les jeunes et à partir d'entretien avec les mères que j'ai enregistré.

En même temps, j'ai essayé de comprendre comment de telles histoires peuvent exister et quelle-est la démarche des mères de soldats. Pour cela, je me suis appuyée sur les ouvrages édités par l'organisation « défense des droits des appelés » et « moi et l'armée », sur des articles de journaux notamment le journal indépendant *Novaia Gazeta* et le journal russe en anglais *The Saint Petersburg Times* et sur des rapports écrits ses dernières années par des volontaires russes et étrangers de l'organisation. Les membres de l'organisation ont répondu patiemment à mes nombreuses interrogations.

Pour ce qui est des chiffres et des témoignages je me suis limitée à l'année 2005.

Les deux premières parties sont consacrées au recrutement, comment l'armée recrute le contingent de manière illégale et comment les familles, en s'appuyant sur la méthode des mères de soldats, luttent pour se défendre. A travers la description de la méthodologie des mères de soldats, je tente de faire comprendre leur philosophie, leurs idées. La troisième partie est consacrée aux violations des droits de l'homme dans les casernes à travers des analyses de cas concret et au travail des mères de soldats face à ce problème. Enfin je me suis penchée sur les préoccupations des mères de soldats d'ordre plus général sur l'évolution de la société russe.

I. Le recrutement : problèmes et résolutions

La plupart des appelés sont recrutés dans l'armée russe illégalement, c'est à dire que leurs droits n'ont pas été respectés lors de la procédure de recrutement et qu'ils ont, à tort, été déclarés aptes.

Selon la loi fédéral du 11 février 1993 "sur le service militaire et la conscription", tout citoyen russe de sexe masculin âgés de 18 à 27 ans doit faire son service militaire. Seuls les citoyens « partiellement aptes à servir » (catégorie V) et les citoyens « non aptes » (catégorie D) sont exemptés du service militaire, ceux appartenant à la catégorie V ne seront appelés qu'en cas de guerre. C'est justement sur la détermination des critères de sélection que société civile et sphère militaire s'opposent bien que des lois existent et précisent qui est considéré apte et qui peut être réformé.

1.Enrôlement illégal

Pour les jeunes russes et leur parents, l'année se divise en deux temps : saison de recrutement et "hors-saison". Chaque saison de recrutement dure 3 mois : du 1^{er} avril au 30 juin et du 1^{er} octobre au 31 décembre. Au cours de ces deux périodes les jeunes hommes reçoivent leur convocation au bureau de recrutement afin de passer une visite médicale qui doit décider de leur aptitude ou non à servir. S'ils ne sont pas prêts à se défendre, ils seront enrôlés même si leur état de santé ne le permet pas et qu'ils devraient, selon la loi, être exemptés.

Pour chaque période, le gouvernement fixe un plan de recrutement et détermine le nombre de jeunes à recruter. Par exemple, la saison de octobre à décembre 2005 prévoit un nombre de 140 000 recrues sur toute la Russie dont environ 3000 soldats sur St Petersburg. Chaque bureau de recrutement local (de quartier) est tenu d'enrôler un nombre de soldats fixé à l'avance et n'hésitera pas à violer les lois afin de remplir le plan de recrutement.

a. La chasse est ouverte

Durant la période d'enrôlement, les représentants du bureau de recrutement, aidés par la milice, mènent une véritable "chasse à l'homme" pour traquer la moindre recrue qui serait jusque-là passée entre les mailles du filet. La procédure est la suivante : les jeunes sont contrôlés et arrêtés chez eux, dans le métro, dans les universités, les cités universitaires, les discothèques. Ensuite, ils sont conduits au bureau de recrutement où ils passent une visite médicale sommaire et sont déclarés *de facto* aptes au service. Il arrive qu'ils soient alors directement transférés jusqu'à leur caserne sans avoir pu prévenir leur famille et rassembler des affaires.

Il suffit d'observer un milicien mener une opération de contrôle dans une station de métro, il va arrêter systématiquement et uniquement les jeunes hommes entre 17 et 30 ans. Le zèle et la conscience professionnelle dont ils font preuve alors ne sont pas étonnants lorsque l'on sait qu'un milicien reçoit 300 roubles (environ 10 euros) par soldat recruté au delà du chiffre fixé à l'avance.

Parfois de véritables rafles sont organisées dans les lieux où se rassemblent le contingent. Voici ce que raconte Katia, volontaire à l'organisation des mères de soldats, son petit ami Ioura a échappé de justesse en novembre 2003 à une rafle menée dans leur cité universitaire :

"Un jour, très tôt le matin, les miliciens ont fait un contrôle dans la cité universitaire des étudiants en faculté de photographie et télévision où nous vivions avec Ioura. Ils étaient accompagnés de représentants du bureau de recrutement. Le gardien de la cité universitaire avait une liste avec les noms et les numéros de chambres de tous ceux qui devaient être enrôlés. Ils sont passés de chambres en

chambres et ont embarqué tout le monde. Heureusement pour nous, mon petit ami Ioura travaillait de nuit à cette époque et pu échapper à la rafle. Il était sur la liste car, ayant changé de cursus après trois ans d'étude dans une autre université, il était censé servir. Après cet événement nous nous sommes cachés pendant tout le reste de la saison de recrutement. Nous avons quitté la cité universitaire et avons plusieurs fois changé d'appartement. Nous étions terrorisés et ne savions pas comment réagir. C'était avant que je ne connaisse l'existence et l'enseignement des Mères de soldats de Saint-Petersbourg."

Le mois de juin est particulièrement dangereux, surtout pour les jeunes en fin d'études qui deviennent les cibles privilégiées. On pêche les étudiants en fin de thèse directement à la sortie de la salle de cours où ils viennent de soutenir leur mémoire. Je me souviens moi même être allée avec un ami chercher son diplôme de fin d'étude d'ingénieur de l'industrie boulangère : c'était en juin 2001 dans la ville de Voronej. Il savait qu'il était recherché et se tenait sur ses gardes. Nous nous promenions dans les couloirs de l'université à la quête de documents quand soudain il me prend par le bras, "vite, on sort d'ici". Il avait reconnu à temps les représentants du bureau de recrutement qui l'attendait là même où il était censé récupérer son diplôme.

D'autres témoignent de cas où les miliciens auraient déchiré et fait disparaître les documents attestant de leur droit d'être réformé ou ajourné : carte d'étudiant ou attestations médicales par exemple.

Ces rafles et ses arrestations sont l'occasion de nombreux enrôlements illégaux car la commission de recrutement ne prend pas en compte l'état de santé de l'appelé ni sa situation familiale (par exemple chargé de famille ou père de jeunes enfants).

Ces pratiques sont tout à fait illégales mais courantes c'est pourquoi l'organisation des Mères de soldats de Saint-Petersbourg lutte pour dénoncer ces méthodes et apprendre aux citoyens russes à ne pas les tolérer mais au contraire à se défendre afin de ne pas en être les victimes.

b. Que faire pour éviter ces enrôlements illégaux? La désobéissance civile.

A l'organisation des Mères de soldats de Saint-Petersbourg, on apprend des règles simples mais indispensables qui permettent d'échapper aux rafles et aux recrutements arbitraires. Ces informations sont données pendant les séances de « l'école des droits de l'homme » et l'atelier « la sécurité des conscrits ».

Un des premiers enseignements de l'école des droits de l'homme repose sur le principe du droit au respect de la vie privée : on ne peut obliger personne à délivrer des informations personnelles. Pourquoi est-ce si important de le souligner ? C'est une notion qui n'est pas évidente pour beaucoup de russes marqués par la période soviétique, quand la sphère privée et publique étaient étroitement liées, quand la vie privée n'existait pas. Or, donner des informations sur sa vie privée c'est aider l'armée à vous trouver et à vous enrôler. Chaque famille reçoit un questionnaire à remplir et à envoyer au bureau de recrutement. Sur ce document, des questions très précises sont posées sur le lieu de vie, d'étude, de travail de chacun des membres du foyer, sur les problèmes internes à la famille, les problèmes de santé, les conflits.... Ce document, consciencieusement rempli, permet aux employés du bureau de recrutement d'obtenir toutes les informations nécessaires afin de mener à bien leur chasse. L'enseignement des mères de soldats explique que le seul devoir envers le gouvernement est de payer ses impôts et on conseille aux personnes, de recopier sur le formulaire l'article 24 de la constitution russe : «La collecte, la conservation, l'utilisation et la diffusion d'informations sur la vie privée des personnes sans son autorisation est interdite ». A l'école des droits de l'homme, il faut apprendre aux gens à ne pas remplir ce genre de documents, comme à ne pas ouvrir la porte à la milice lorsqu'elle vient chercher votre enfant. Apprendre aux gens à désobéir sans avoir peur, leur apprendre qu'ils ont le droit de le faire.

Le « dossier-sécurité » est une invention des Mères de soldats et un autre de leur outil de lutte. Il permet au jeune de se défendre en cas d'arrestation, de se sentir plus ou moins en sécurité bien qu'il ne contienne aucune garantie. Ce dossier est constitué d'une série de documents que les jeunes hommes doivent en permanence avoir sur eux, il contient :

- en première page un document qui énumère les droits des personnes en garde à vue.
- une photocopie du passeport. Il ne faut jamais présenter son véritable passeport, au risque de se le faire confisquer.
- une photocopie de l'attestation de procuration, c'est à dire une personne (le plus souvent la mère) qui répond en la personne arrêtée, qui pourra à sa place faire les démarches nécessaires en cas d'enrôlement illégal par exemple. En effet, dès lors qu'il sera soldat, l'enfant ne pourra plus quitter son unité ni agir. La procuration permet également à la mère d'assister à la visite médicale de la commission de recrutement.
- les photocopies de tous les documents liés à la situation sociale et médicale du jeune homme : attestations médicales, carte d'étudiant, carnet de santé...
- on peut également ajouter certains articles de la constitution russe.

Ainsi, le milicien sait qu'il s'adresse à une personne avertie de ses droits, qui se défend et qui est défendu et ceci va influencer son comportement pour la suite du contrôle.

Dans le livre édité par les mères de soldats de St Petersburg, un chapitre est consacré à la tenue à suivre en cas d'arrestation. Les conseils donnés dans ce chapitre s'inspirent des méthodes de non violences et sont révélateurs de la méthode générale des Mères de soldats. On conseille de rester calme, de connaître ses droits en tant que personne arrêtée et de les défendre tout en gardant son sang froid, de ne pas se laisser intimider. En effet, les miliciens russes ne sont pas habitués à ce genre de comportement, à entendre des mots tels que « Vous n'avez pas le droit » et ils peuvent tenter d'intimider, peuvent devenir grossiers voire violents. Devant ce type de comportement, il faut s'efforcer de rester calme et d'être sûr de soi.

Dans les cas où le conscrit est conduit directement à son unité juste après arrestation, les Mères de soldats conseillent au jeune de fuir dès que possible. Le mieux est de fuir avant d'arriver à son unité, par exemple dans ces moments d'attente dans une gare où tout le monde est regroupé et plus ou moins surveillé. Ensuite il faut immédiatement porter plainte pour enrôlement illégal. S'il n'a pas l'occasion de fuir avant l'arrivée dans son unité, la situation est plus compliquée, une fois qu'il a revêtu l'uniforme, il n'appartient plus à la sphère civile. Tant qu'il reste dans son unité, il ne peut porter plainte, il n'est que soldat et obéit à l'autorité militaire qui ne se soucie pas des conditions de son enrôlement. Il faut alors s'échapper, et, afin de ne pas se faire accuser de désertion, porter plainte, non plus pour enrôlement illégal mais pour un fait qui se serait passé dans l'unité même. Par exemple, coups s'il y en a eu, refus de soins, humiliations.

Toutes ces mesures sont des « gestes de premiers secours » qui permettent d'éviter de se faire enrôler en attendant d'être prêt à affronter le bureau de recrutement, à préparer son rendez-vous devant la commission médicale, commission qui certifie si oui ou non l'enfant est apte à servir. Elles permettent également aux personnes de chasser leur peur, de se sentir un peu plus fortes face à l'administration militaire.

2. La question médicale

a. Trouver sa maladie

Selon les mères de soldats de Saint-Petersbourg, on ne peut échapper au service militaire qu'en se faisant réformer pour des raisons médicales. Il faut donc trouver sa maladie, celle qui va vous dispenser de servir. Cette maladie doit figurer dans le tableau de l'annexe du règlement sur les

expertises médicales militaires qui a été validé par un décret du gouvernement de la Fédération de Russie le 25 février 2003. La plupart de ces maladies ont un caractère chronique ou héréditaire.

Ainsi, les jeunes hommes doivent passer des examens médicaux dans des instituts et devant des experts indépendants afin de déterminer cette maladie. Les mères de soldats recommandent certains instituts de Saint-Petersbourg. Par exemple, en ce qui concerne les problèmes de neurologie, on conseille de passer des examens à l'institut Bekhtiérèv. Cet institut est payant, 150 à 180 roubles (environ 5 euros) par journée d'hospitalisation, un examen complet peut coûter jusqu'à 10 000 roubles (environ 300 euros). Ceci peut constituer un problème car les personnes qui s'adressent aux Mères de soldats ne sont pas riches. Pour les plus démunis (les orphelins ou les enfants originaires de famille à gros problèmes, alcoolisme, maladie..), les Mères de Soldats tentent de rassembler de l'argent afin de payer l'institut. Mais elles restent assez sévères envers les mamans qui se plaignent de ne pas trouver l'argent. Elles sont persuadées que cet argent peut se trouver si on le veut vraiment et qu'il ne faut pas en faire un obstacle au processus de « libération » de l'enfant. Ses instituts peuvent représenter une menace pour les bureaux de recrutement. Ainsi, en 2004, le professeur Mikhaïlov, professeur expert en orthopédie à l'institut Vrédénne a été accusé par le FSB (service secret russe, ancien KGB) de fournir de fausses attestations médicales. Les Mères de Soldats de Saint-Pétersbourg, alertées, ont consacré une partie de leur fonds afin de payer un avocat qui a défendu avec succès le professeur Mikhaïlov.

Les mères de Soldats considèrent qu'il n'existe pas de jeunes hommes tout à fait en bonne santé en Russie et donc que chacun peut trouver « sa » maladie. Il est vrai que la santé des jeunes et des enfants en Russie est une question inquiétante. Beaucoup souffrent de maladies chroniques et héréditaires, les problèmes de dos, de tension artérielle, de pieds plats sont très fréquents. La pauvreté, les mauvaises conditions d'hygiène, la dépendance aux drogues et à l'alcool, la malnutrition ont des conséquences catastrophiques sur la santé des jeunes. Les problèmes de santé des adultes se répercutent sur la santé de leurs enfants ou petits enfants. A Saint-Pétersbourg les traumatismes du blocus de Leningrad ont encore aujourd'hui des conséquences sur la santé de ces habitants (Le blocus de Leningrad a duré 900 jours : la ville s'est trouvée encerclée par les troupes allemandes au mois de septembre 1941 et le cercle du blocus a été percé le 27 janvier 1944, provoquant une terrible famine). La santé psychologique des jeunes est également fragilisée par des déséquilibre familiaux et relationnels et les conditions de vie difficile.

Les jeunes, aidés de leur famille, doivent rassembler toutes les attestations médicales possibles afin de trouver leur maladie et prouver son existence. Ensuite, munis de ces attestations, ils doivent affronter toutes les administrations afin de faire valoir leurs droits à ne pas servir mais tout sera fait pour les en empêcher.

b. Bureau de recrutement et commission médicale

Le bureau de recrutement est chargé de toutes les questions pratiques et techniques pour l'organisation générale du recrutement : la protection et la préservation des documents personnels des conscrits et leur transfert jusqu'à l'unité. L'organisation d'une commission médicale doit déterminer l'aptitude ou non du jeune.

Les bureaux de recrutement enrôlent systématiquement des jeunes hommes qui ne sont pas aptes à servir. La commission médicale ne prend pas en compte les réclamations de la recrue sur son état de santé. Elle fait une consultation très sommaire et déclare le jeune apte. Qu'ils soient dépendants aux drogues, asthmatiques, épileptiques, tous sont contraints de partir pour le service. Cette pratique peut avoir des conséquences tragiques car les conditions de vie dans les casernes aggravent encore l'état de santé de la recrue.

Abus de pouvoir, intimidation, désinformation sont des pratiques courantes au bureau de recrutement. Les cas de refus de donner des attestations ou de confiscation de document sont

multiples. Le seul fait d'obtenir l'attestation de la décision prise par la commission médicale, attestation indispensable pour porter plainte est un parcours du combattant. Le personnel du bureau de recrutement profite de l'ignorance des personnes qui s'adressent à eux pour enrôler de manière tout à fait illégale.

Pendant la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2005, les avocates Elena Filonova et Alexandra Goudimienko ont relevé de nombreux cas de traitements illégaux à l'occasion du passage devant la commission médicale :

Disparition des pages du carnet de santé où sont inscrites les réclamations et les symptômes de l'enfant : 16 cas.

Élimination sur le carnet de santé des résultats d'examens médicaux et des conclusions médicales : 32 cas.

Refus de prendre en compte les diagnostics médicaux établis par des médecins-spécialistes d'instituts médicaux d'état de la ville : 54 cas.

Au cours de la visite médicale, la gravité du diagnostic établie sur la santé du conscrit est diminuée. Entre autre, la gravité des problèmes de pieds plats, de scoliose, ou d'hypertension est diminuée.

Presque tous les parents qui se sont adressés à l'organisation à cette période se sont plaints de diagnostics falsifiés et du fait qu'on ait exigé de leur part de l'argent afin que le diagnostic véritable soit établi.

Nous pouvons encore donner un cas de pratique illégale de la part de la commission médicale qui a été rapporté aux Mères de soldats en octobre 2005 :

Une recrue doit en théorie passer devant deux commissions, la commission du bureau de recrutement local, de quartier puis la commission générale urbaine qui atteste ou non de la décision de la commission locale. Le président de la commission urbaine est le gouverneur de la région : à Saint-Petersbourg, madame Matvienko. Au cours de la saison de recrutement octobre/décembre 2005, il s'est avéré que le bureau de recrutement du quartier de Primorski s'arrangeait pour simplifier la procédure. Un médecin représentant de la commission urbaine se rendait directement au bureau de recrutement local. Ainsi, dans la foulée, la recrue passait devant les deux commission à la fois, locale et urbaine, ce qui est tout à fait contraire à la procédure légale. En quoi cela profite-t-il au recrutement ? Si on peut contester la décision de la commission locale et tenter un procès, il est presque impossible de gagner un procès contre la commission urbaine, car on s'attaque alors au gouverneur de la région. Si les citoyens ne savent pas quelle doit-être la procédure légale, ils se laissent faire, c'est pourquoi il est indispensable de les en informer afin qu'ils puissent arrêter le processus à temps, c'est à dire refuser de passer devant la commission dans ces conditions.

L'abus de pouvoir est également une pratique courante, toutes les personnes qui s'adressent à l'organisation témoignent de faits ou elles ont été victimes d'humiliations, de violences physiques ou morales, de mésinformation. Elles ont été insultées ou menacées. On peut cité l'exemple de Viéra qui s'est rendu seule avec son fils au bureau de recrutement. Son fils est immédiatement déclaré apte et un milicien l'attend déjà à l'extérieur pour le conduire à son unité. Viéra s'oppose, refuse, elle sait qu'elle a dix jours pour porter plainte contre la décision de la commission médicale. Les fonctionnaires du bureau de recrutement deviennent violents, la menacent « nous allons vous arrêter et vous emprisonner vous et votre fils avec », puis ils réclament de l'argent. Le fils profite de la confusion pour s'enfuir et les miliciens la lâche. Viéra est blessée à la main. Aujourd'hui, elle a intenté un procès contre le bureau de recrutement.

c. Comment réagir ?

Pour éviter ce genre de situation, les mères de soldats conseillent de ne jamais se rendre à la commission de recrutement seul mais toujours accompagné d'un groupe de soutien. Face à un groupe, les fonctionnaires du bureau de recrutement ont moins tendance à utiliser des méthodes d'intimidation et de menace. Dès qu'un droit n'est pas respecté, les personnes en présence écrivent une déclaration qu'elles signent. Ainsi elles peuvent faire office de témoins en cas de procès.

Les rendez-vous au bureau de recrutement sont toujours une épreuve difficile pour les familles, combien de femmes n'ont-elles pas les larmes aux yeux au souvenir de cette épreuve ? Mais il faut apprendre à ne pas se laisser intimider, à se défendre. Choisir ses mots, répondre sans perdre ses moyens, ne pas se laisser impressionner par le premier fonctionnaire qui vous refuse un papier. Tant que l'on est pas prêt à affronter cette administration militaire, les mères de soldats conseillent de ne se rendre à aucun rendez vous. Une convocation au bureau de recrutement? Répondre par lettre en disant que pour l'instant son fils passe des examens médicaux et qu'on leur fera savoir dès qu'il sera prêt à passer devant la commission médicale. La lettre peut également servir de preuve pour constituer un dossier en cas de jugement, les courriers attestent de la procédure que vous avez suivie. Il faut faire des photocopies de toutes les lettres car il arrive souvent qu'un document envoyé soit "égaré".

Lorsque le problème ne se résout pas, il ne faut pas hésiter à intenter un procès. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes hommes décident de se défendre seuls (sans leur mère) et il n'est pas rare qu'ils gagnent. Le procès peut être parfois une solution d'une manière plus détournée, très souvent ils traînent en longueur, les audiences sont sans cesse reportées pour « x » raisons. Or, un jeune ne peut être appelé sous les drapeaux si il est en procès et peut ainsi échapper à l'armée en attendant ses 27 ans. Le procès n'est pas une démarche facile et fait peur car l'aide juridictionnelle n'existe pas en Russie, les personnes sont amenées à se défendre seule si elles n'ont pas les moyens de payer les honoraires d'un avocat.

En réalité, chacun a son histoire et sa manière de résoudre le problème, il faut le prendre à bras le corps, oublier ses peurs, connaître la loi. Il n'existe pas de voie sans issue.

3. Autres alternatives

a. L'objection de conscience ou « Service alternatif »

Le droit à l'objection de conscience (« service alternatif » en Russie) est garanti par l'article 59.3 de la constitution Russe qui stipule que tout citoyen dont les convictions et les croyances sont en contradiction avec le service militaire a le droit au service militaire civile et alternatif.

En pratique, il y a très peu de candidats à l'objection de conscience. Nous avons rencontré l'un des huit objecteurs de conscience de la ville de Saint-Petersbourg, Stanislav, qui travaille à la maison sociale n°1 en tant qu'agent de service. Il gagne 3000 roubles par mois (moins de 100 euros). Bien que le travail soit difficile Stanislav n'est pas mécontent de son sort. Il est nourri, logé, blanchit et mieux payé qu'un simple soldat, il n'a pas à tenir d'armes, est libre lorsqu'il ne travaille pas. Tous les objecteurs de conscience de Saint-Petersbourg ont fait ce choix par convictions religieuses, Stanislav est témoin de Jéhovah, les autres sont d'obédience Baptistes. L'objection de conscience n'a pas fait son chemin en Russie car elle dure trop longtemps, trois années. De plus on ne peut pas choisir le lieu et le genre de travail à accomplir. Le risque est grand de se retrouver à travailler au sein même de la sphère militaire, agent de service dans une unité par exemple et loin de chez soi.

b. L'ajournement : attention danger.

De nombreuses recrues pensent pouvoir échapper au service militaire en faisant jouer la carte de l'ajournement. En tant qu'étudiant ou de chargé de famille, ils obtiennent des délais d'ajournement et ce jusqu'à vingt sept ans. Or, être ajourné signifie également être apte. Ainsi, si l'ajournement n'est pas suffisamment prolongé, il devient très difficile de se faire réformer pour des raisons médicales.

Aujourd'hui un projet de réformes inquiète particulièrement les Mères de soldats. Le ministre de la défense Sergueï Ivanov considère que : « *moins de 10 % des jeunes aptes à servir sont recrutés. En 2008, nous planifions que cent cinquante mille soldats serviront sous contrat (c'est à dire en tant que professionnel) et le service militaire sera écourté à une période de un an, mais pour cela il faudra penser à une réduction du nombre des ajournements pour lequel nous sommes sans doute champion du monde* », (1^{er} octobre 2004). Le 30 décembre 2004 il déclare que « *Nos lois sont telles qu'elles permettent à nos joueurs de balalaïka, et autres artistes talentueux de ne pas faire leur service militaire. Nous allons mettre fin à cela.* ». Concrètement, le gouvernement prévoit de supprimer l'ajournement pour les étudiants en école de musique, les étudiants des instituts agricoles, les enfants dont les parents sont retraités, les étudiants en thèse, les travailleurs de l'industrie militaire, les étudiants en lycée technique. Le 12 novembre 2005, le ministre de la justice a confirmé ses craintes en déclarant qu'en 2008, quatre cent mille soldats seraient recrutés par « saison » (contre cent quarante mille pour la période de octobre-décembre 2005). Ces nouvelles réformes risquent d'aggraver les problèmes de recrutements illégaux et révèle le processus général de militarisation de la société qui se joue aujourd'hui en Russie, sujet que nous aurons l'occasion d'approfondir plus loin. Aujourd'hui, la question de l'ajournement est un problème très confus; la désinformation est telle qu'il est difficile de savoir exactement quelles décisions vont être prises. C'est pourquoi les Mères de Soldats de Saint-Petersbourg jugent préférable de ne pas se risquer sur ce chemin.

c. Le problème de la chaire militaire

A l'université, il est possible de s'inscrire à la chaire militaire ; les étudiants suivent des cours afin de devenir officier. Le mythe selon lequel on peut éviter de faire son service après avoir suivi ces cours et qu'en cas de recrutement le service sera moins pénible, est ancré dans les esprits russes. La réalité est toute autre. Il est plus difficile pour un étudiant inscrit à la chaire militaire de prouver qu'il n'est pas apte à servir: le nombre et la variété des maladies permettant de se faire exempter est moins important pour un officier que pour un simple soldat. Actuellement une nouvelle réforme a été mise en place, le nombre d'universités accueillant une chaire militaire a été diminué et en fin de formation, les étudiants sont obligés de servir pendant un minimum de trois ans en tant que contractuels. Sur ce point également, la désinformation règne.

II. Pédagogie et philosophie des mères de soldats

Depuis 1993, les notions de droits et de liberté sont apparues à l'article premier de la Constitution Russe. Toutefois, dans la pratique, la Déclaration des droits de l'homme est toujours ignorée en Russie. Dans la société civile, personne ne prend en charge l'aide juridictionnelle et aucun service social ne s'occupe du respect des droits de chacun. C'est d'autant plus problématique que les mentalités évoluent très lentement depuis l'époque soviétique, personne ne croyant en la loi et personne n'osant faire respecter ses droits. La peur de parler, d'exprimer ses opinions et de s'adresser aux hautes sphères politiques est toujours d'actualité. C'est dans ce contexte que les femmes et les hommes de l'organisation des Mères de soldats de Saint-Pétersbourg ont fondé une *école des droits de l'homme*. Son principal objectif est de redonner confiance aux gens afin qu'ils redeviennent pleinement citoyens de leur pays. L'enseignement fondamental est d'agir en tant que citoyen et d'exiger que ses droits soient respectés. Les Mères de Soldats ont créées une méthodologie afin de diffuser l'information et d'apprendre aux gens à se défendre. Leur méthode demande une participation très active de la part des jeunes et de leur famille. Elle exige que les personnes prennent leurs responsabilités, chassent leurs peurs, agissent. Ce sont des idées très difficiles à faire comprendre à la société russe. Beaucoup de russes ne croient pas à une solution par un chemin légal et ignorent leur droit et la manière de les défendre. C'est pourquoi, beaucoup préfèrent, s'ils le peuvent, payer ou faire jouer leurs relations afin d'obtenir le fameux « billet militaire » et l'exemption. D'autres préfèrent éviter le problème et se cacher, ne pas se présenter au bureau de recrutement en espérant « se faire oublier ». C'est pourquoi on peut dire que la société russe elle même a sa part de responsabilité et cautionne ce système, en acceptant de donner des pots-de-vin. Ils n'ont aucune foi en la justice car personne ne se soucie de la loi en Russie, le pouvoir exécutif ne remplit pas son devoir de faire appliquer ses lois, au contraire ils agissent sans aucun respect de la loi et en toute impunité.

Beaucoup de femmes racontent que leur famille ne croit pas aux méthodes des mères de Saint-Pétersbourg, la plupart pensent que ce sont des « bêtises », Sophia par exemple a décidé de défendre son petit fils de seize ans. Elle n'ose même pas raconter à sa fille ce qu'elle entend à l'organisation des mères de soldats, elle vient presque en secret « Où vas-tu traîner comme ça tous les soirs? » lui demande sa fille.

Souvent, les femmes doivent non seulement se battre contre les militaires et fonctionnaires de l'armée mais aussi contre leur famille. Contre elles-mêmes aussi, combattre leurs peurs, croire en ce qu'elles font. Zinna, volontaire à l'organisation, raconte comment elle se battait seule contre tous lorsque son fils a été appelé sous les drapeaux. Son époux était persuadé que le service militaire était nécessaire et son fils était tout simplement désintéressé par la question. Tout ce que Zinna a pu obtenir de son mari, c'est qu'il n'ouvre pas la porte à la police « Si tu ouvres la porte, je te tue » disait-elle à son époux. Et le jour où la milice est venue frapper à la porte, le mari n'a pas ouvert et a simplement répondu « Nous ne vous avons pas fait venir. »

L'enseignement est diffusé par le biais de l'Ecole des droits de l'homme, animée deux fois par semaine. Les personnes qui y ont assisté et compris son mécanisme peuvent participer ensuite à différents ateliers par petits groupes :

- . «Je suis mon propre avocat»
- . atelier de soutien psychologique
- . atelier sur les questions d'ordre médical
- . atelier pour les jeunes, comment éviter au quotidien de se faire enrôler.

1. L'école des droits de l'homme

Cette école des droits de l'homme a été créée en 1996, près de cent personnes assistent à chaque séance de trois heures. Ce sont essentiellement des mères inquiètes pour leur enfant mais également des pères, grands parents, petites amies de conscrits. Actuellement de plus en plus de jeunes hommes assistent également à l'école des droits de l'homme. Ces personnes sont essentiellement originaires d'un milieu social défavorisé. A l'école des droits de l'homme, chacun apprend à être responsable de son destin, à oser prendre des décisions sans attendre d'ordre de personne, à puiser dans ses propres ressources pour résoudre ses problèmes. Chaque séance est différente, c'est pourquoi, beaucoup de personnes s'y rendent plusieurs fois. Il arrive qu'elles assistent au cours pendant plusieurs mois avant de commencer à agir concrètement. C'est un long processus d'amener les personnes à oser se défendre. Pour beaucoup la première séance est un choc, jamais ils n'ont entendu un tel message.

Les principaux objectifs de l'école des droits de l'homme sont les suivants :

- . vaincre ses peurs face aux comportements arbitraires des fonctionnaires,
- . décider d'être responsable de ses droits et de sa vie,
- . s'unir pour travailler ensemble et défendre ses droits,
- . assimilation des méthodes non-violentes de résolution des conflits
- . savoir contourner un problème.

Afin d'atteindre ces objectifs, elles utilisent une méthode interactive et des outils spécifiques :

- . explications à propos les droits fondamentaux de l'homme inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans l'article 2 de la constitution russe,
- . explications sur certains points de la législation russe,
- . explications sur la notion d'aptitude à servir dans l'armée,
- . échanges sur les notions de famille, de la santé, de la dignité, de l'amour, du devoir.
- . échanges sur le non-respect des droit de l'homme pendant les périodes du service militaire et de recrutement, méthodes non-violentes afin de combattre ces situations.
- . témoignages de personnes qui ont réussi à résoudre le problème,
- . une minute de silence à la mémoire des victimes de l'armée et de la guerre en Tchétchénie.

Voici ce qu'explique Ella Poliakova qui anime avec Zinaïda Tropina l'école des droits de l'homme :

« Tout d'abord nous faisons connaissance et ensuite nous laissons les personnes s'exprimer, expulser leurs peurs, leurs inquiétudes, leur colère, poser leurs question. C'est une étape essentielle, sans cela, les personnes ne vont pas écouter la suite de la leçon. Trop préoccupées par leurs problèmes individuels, ils ne vont pas comprendre.

La première partie est un "cours magistral" sur la constitution russe, les droits de chacun et les lois qui permettent de les défendre. « Nous avons de très bonne lois en Russie, à vous de les connaître et de les utiliser pour vous défendre», voilà ce qu'il faut qu'ils comprennent. Pendant la deuxième partie, nous abordons des questions pratiques et amenons les gens à participer, à témoigner, à échanger, à s'entraider. Par exemple, nous les poussons à organiser des groupes de soutien afin de se rendre au bureau de recrutement. Nous essayons d'amener les gens à transformer leur rapport à

eux-même et aux autres, à avoir confiance en eux. “Qu’est ce que c’est pour vous la dignité, la santé, l’amour, la famille... Quel est le but de la vie finalement?...”

Ainsi, par un travail autonome et une entraide mutuelle naît une *culture des droits de l’homme*. Quand une personne réussit à défendre les droits à la vie, à la santé, à la dignité de son fils, quand elle le fait non pas à l’aide de pots-de-vin mais à l’aide des lois alors, elle devient un véritable citoyen.

Cette méthodologie permet d’aider un grand nombre de personnes car elles agissent de façon autonome et s’entraident les unes les autres. Parfois le processus est très long. Mais surtout ces personnes, en défendant leurs droits, participent de manière active à la construction d’une société civile en Russie. Ce qui est une urgence dans ce pays.

2. Les ateliers

Les ateliers ne sont ouverts qu’aux personnes qui ont déjà commencé une démarche et qui ont besoin de soutien et de réponses précises lorsqu’ils sont confrontés à un obstacle. Ce sont des personnes qui ont au moins une fois assisté à l’*école des droits de l’homme* car si elles n’ont pas compris le sens de la démarche des Mères de soldats, les séminaires ne lui apporteront aucune aide. Chaque séminaire a lieu une fois par semaine et est animé par des bénévoles ou des professionnels :

a. L’atelier de sécurité.

Comme nous l’avons vu, au cours de la période de recrutement les jeunes hommes risquent de se faire enrôler illégalement. Le séminaire donne des renseignements sur la manière d’agir afin d’éviter ses enrôlements illégaux.

Ce séminaire est animé par une jeune bénévole, Oksanna Kassiantchik. Elle utilise les outils suivants :

- . explication à propos du « dossier sécurité »
- . explication sur la législation concernant le recrutement,
- . jeux de rôles et mise en situation
- . analyse de faits concrets
- . comment réagir en cas d’arrestation
- . méthodes de résolutions de conflits
- . consultations individuelles.

b. Atelier de soutien psychologique

Cet atelier est animé par des volontaires et des psychologues, le but étant d’aider les personnes à vaincre leurs peurs et savoir répondre aux pressions venant de la part des fonctionnaires du bureau de recrutement.

Contenu de l’atelier :

- . travailler sur sa peur
- . jeux de rôles et mises en situations
- . orientations psychologiques positives
- . travail sur le groupe, l’association pour la création de groupes de soutien
- . analyse de situations réelles
- . apprendre à mener un dialogue avec les médecins et les employés du bureau de recrutement.

c. Atelier sur les questions d'ordre médical

Ces ateliers aident les personnes à trouver leur maladie et à apprendre à décrire correctement les problèmes physiques et psychiques de leur enfant, à comprendre les diagnostics des médecins indépendants et à les faire coïncider avec les maladies déterminées par la législation militaire qui permettent de se faire exempter.

Contenu de l'atelier :

- . travail à partir des résultats des examens médicaux passés dans des instituts privés indépendants
- . savoir présenter correctement les documents médicaux, savoir en parler
- . explication de la législation
- . échanges d'expériences

- . jeux de rôles et mise en situation
- . analyse de conflits existants et recherche de solutions
- . comment s'adresser aux autorités
- . consultation individuelle.

Les bénévoles distribuent aux personnes des questionnaires, des courriers types dont elles peuvent s'inspirer afin de s'adresser aux différentes administrations militaires (bureau de recrutement, commission médicale, procureur).

Les participants fournissent des documents personnels : les copies des attestations, des courriers, les décisions juridiques et remplissent un questionnaire concernant la violation de leur droit tout au long de leur démarches. Ces documents sont conservés et archivés afin de pouvoir y travailler, d'analyser les situations, d'en ressortir des généralités et de trouver des méthodes de résolutions.

d. Atelier « Je suis mon propre avocat »

Le séminaire est animé par deux avocates professionnelles, Alexandra Goudimienko et Elena Filonova . Il a lieu une fois par semaine. Les personnes inscrivent sur un papier leur questions précises et l'avocate y répond, ainsi tout le monde profite de l'information.

Contenu de l'atelier :

- . analyse et explication des lois concernant le recrutement et le service militaire
- . travail sur des situations complexes
- . conseil juridictionnel aux personnes en procès.

3. Autres moyens de diffusion

a. Publications

Les Mères de Soldats de Saint-Pétersbourg viennent d'éditer la douzième version du livre « Défense des droits des appelés » dans lequel on trouve toutes la méthode qui permet d'être exempté du service militaire, un nouveau chapitre est consacré aux démarches à suivre en cas de procès.

En 2003 les Mères de Soldats ont mené un projet en collaboration avec des sociologues qui ont fait un travail sur la relation des jeunes hommes à l'armée. L'enquête a été menée à partir de lettres et de récits de jeunes du nord-ouest de la Russie qui se sont exprimés sur le service militaire. Parallèlement, les sociologues ont travaillé à partir de questionnaires : "opinion et évaluation de l'armée". A la suite de ce travail, un livre a été publié : "Moi et l'armée".

b. Site internet

Depuis juin 2005, des bénévoles ont créé un site internet multilingue (russe, anglais, français, allemand). Hormis des informations d'ordre général sur l'organisation, les personnes peuvent télécharger le livre « Défense des droits des appelés » et ont accès aux informations sur les méthodes des Mères de soldats, un forum a également été mis en place. Ce site s'adresse à deux objectifs : faire connaître le travail de l'organisation hors des frontières de la Russie mais également permettre aux jeunes de toutes la Russie de pouvoir s'informer sur leurs droits et poser leurs questions sur le forum.

c. ...et ailleurs

Une des stratégie du pouvoir russe est de créer et de financer des organisation qui ont exactement le même nom et les même objectifs que des organisation réellement contestataires. C'est pourquoi des comités et des partis de mères de Soldats ont été créés, pour jeter la confusion. La position et les idées de l'organisation de Saint-Pétersbourg est très différente de celle des comités. Les comités sont financés par le ministère de la défense. Ils travaillent directement avec les autorités militaires et choisissent souvent des « arrangements » plutôt que la résolution totale des problèmes. De plus les comités résolvent les problèmes au cas par cas et n'ont pas cette capacité de l'organisation de toucher et d'aider un grand nombre de personnes. Les comités de mères de soldats ne travaillent pas sur les idées de démocratie et de société civile.

Le livre et les publications internet permettent de diffuser l'information au-delà du district de Saint-Pétersbourg mais cela ne suffit pas. Or, il est indispensable de défendre les jeunes de province qui constitue la grande majorité du contingent. Toute la journée et sans interruption des volontaires de l'organisation donnent des consultations par téléphone à des personnes qui appellent de tout le pays.

En 2003, les Mères de soldats ont mis en place un projet d'*école mobile* en collaboration avec l'organisation suisse pour la défense des peuples menacés (Société pour les Peuples Menacés). Des volontaires de l'organisation partaient alors en déplacement dans différentes villes de province afin de diffuser leur méthode. Malheureusement, depuis que le gouvernement suisse a réduit les subventions aux organisations suisses, les Mères de soldats sont financièrement dans l'impossibilité de continuer ce projet. Pourtant, quelques personnes, individuellement, diffusent les méthodes des Mères de soldat au-delà de Saint-Pétersbourg. Telle Lida à Touapsé, petit port au bord de la mer Noire. En 2004, elle est venue à St Petersburg afin de sauver son fils qui s'était enfui de l'armée et se cachait depuis plusieurs mois. Tout en réglant ses problèmes personnels, Lida a commencé à travailler bénévolement à l'organisation des Mères de Soldats. Elle est restée à Saint-Pétersbourg pendant cinq mois. Aujourd'hui, elle diffuse le livre « Défense des droits des appelés » et le donne à des femmes qui viennent chez elle en consultation.

Afin de compenser le manque de *l'école mobile*, un projet est en cours, financé par le fond Gagarine : le but de ce projet est d'organiser un séminaire pour la diffusion de l'expérience de l'organisation des mères de soldats. Faire venir des personnes de différentes régions de Russie, des femmes qui connaissent déjà l'enseignement des l'organisation. Ceci, afin de faire un stage de trois jours et de faire connaissance avec les nouvelles lois concernant le service militaire, les nouvelles pratiques et la manière dont ils faut les aborder, les nouvelles méthodes. Répondre à leur questions, échanger les expériences.

III. Les soldats : problèmes et résolutions

1. Violations des droits de l'homme dans les casernes

On peut se demander pourquoi tant de jeunes hommes ne veulent pas faire leur service militaire et pourquoi l'armée est une *question malade* pour reprendre une expression russe. En effet, les idées antimilitaristes et pacifistes ne sont pas tellement développées en Russie, et ce n'est pas par convictions idéologiques que les jeunes refusent de servir mais parce que l'armée russe est telle, que même le plus patriote d'entre eux, informé de la situation, refuserait d'y entrer. Les conditions d'hygiène sont déplorable, la nourriture est mauvaise, les soldats ne sont pas ou mal soignés, forcés à travailler comme des esclaves et soumis au système de la *diédovtchina*. Il suffit de piocher dans les archives des mères de soldats et de lire une de ces centaines d'histoires de soldat pour se rendre compte de la gravité de la situation.

Celle de Sergueï par exemple :

Sergueï est entré dans l'armée le 01.06.04 pour servir à l'unité de Kamienska n°18472. Il a été muté dans la section des ingénieurs-conducteurs bien qu'il n'ait pas le permis de conduire. A Kamienska, il s'est retrouvé en enfer. Il était sans cesse battu, humilié insulté, racketté par les *diédi* (les soldats servants depuis plus d'un an). On l'obligeait à remplir des tâches qu'il n'avait pas à faire et en cas de refus, on le frappait. « *Ils m'obligeaient à faire le boulot à leur place et si je refusais ils m'entouraient à quatre ou cinq et me forçaient à le faire sous la menace. Ils pouvaient nous réveiller en pleine nuit et nous forcer à laver le sol. Une nuit, ils m'ont réveillé à deux heures du matin, ils voulaient m'obliger à laver le sol, j'ai demandé « pourquoi ? », alors l'un des anciens m'a donné un coup de poing sans rien dire. Au moment de l'appel du soir, ils m'obligeaient à chanter des chansons, si je refusais ils me frappaient à coups de poings au visage, à coups de pieds dans les jambes et au corps.* ». Ne pouvant plus supporter ses violences quotidiennes, Sergueï a fait une tentative de suicide, il s'est taillé les veines. IL a été transféré dans une autre unité (n°11255). Au bout de deux mois, le même enfer a recommencé, les coups, le racket, les humiliations. « *Le 25 juin, je me suis enfui, j'étais de garde pour la deuxième nuit consécutive et je n'en pouvais plus. Mes camarades sont partis à la cantine chercher de l'eau. Resté seul, j'en ai profité pour m'enfuir. Le 18 juillet j'ai retrouvé mon père à Saint-Petersbourg, il m'a forcé à retourner à l'unité. Je me suis de nouveau enfui car je savais que j'allais être durement puni pour avoir quitté l'unité. Le 27 juillet j'ai retrouvé mon père qui voulait encore me renvoyer à l'unité mais pendant qu'il jouait aux machines à sous, je suis parti* ». Sergueï s'est alors adressé à l'organisation des mères de soldats de St pétersbourg.

Pourtant beaucoup de jeunes, ignorant la situation réelle, continuent de vouloir faire leur service militaire. Beaucoup de ceux qui ont finalement fui l'armée affirment être entré dans l'armée de leur plein gré. On retrouve ce sentiment de devoir envers la patrie essentiellement chez les jeunes originaires de familles pauvres et de province. Dans ces milieux, le service est considéré comme une expérience initiatique que tous doivent traverser afin de devenir de « vrais hommes ». C'est un passage obligé et la question ne se pose pas. Mais la vie dans les casernes leur réserve bien des mauvaises surprises et des souffrances insupportables qu'ils ne pouvaient soupçonner.

Alekceï Volkov par exemple est entré à l'armée de son plein gré au mois de décembre 2004, il voulait servir la Russie. Aujourd'hui il regrette de ne pas s'être fait réformer à temps...

« *Les humiliations ont commencé déjà avant mon transfert. Les quatre sergents nous réveillaient la nuit et nous obligeaient à partir à la recherche de cigarettes et d'argent. En cas de refus, ils nous battaient. Quand j'ai été transféré dans mon bataillon, les humiliations ont recommencé. Dès le premier jour nous avons été frappés. Si nous refusions de faire leur lit, de leur donner des cigarettes ou de l'argent ils nous amenaient à la buanderie et nous frappaient à la poitrine, aux jambes et sur le ventre. J'ai demandé de l'aide au sous-commandant de l'unité, le major Troubek mais il n'a pas pu m'aider. Quand j'ai commencé mon service militaire je ne pouvais même pas imaginer que cette violence systématique existait. C'est pourquoi j'ai dû m'enfuir* »

a. Refus d'assistance médicale

Nous avons vu précédemment que l'armée russe recrutait des jeunes malades et inaptes. Les conditions de vie dans les casernes, les tâches difficiles, la malnutrition, le manque de sommeil, la mauvaise hygiène aggravent leur état de santé. Or, très souvent on refuse de leur fournir les soins nécessaires à leur guérison. Il faut vraiment que le jeune soldat soit dans un état très critique pour que les commandants acceptent de les faire hospitaliser. Il est également fréquent qu'en cas d'hospitalisation ils soient contraints de quitter l'hôpital avant complète guérison. Les commandants ne prennent pas en compte les attestations de dispense de sport ou de dispense de travaux lourds. On connaît également plusieurs cas de décès à force d'efforts trop violents. Les commandants n'ayant pas tenu compte des problèmes de coeur des soldats, ils les ont forcés à courir jusqu'à ce qu'ils s'écroulent. Il y a par exemple l'histoire de Alexandre Z. servant à l'unité de Kamienka. Il a été hospitalisé car il souffrait de pneumonie. De retour à son unité, à peine soigné, malgré sa dispense de travaux lourds on l'a obligé à travailler à la chaudière ou il devait remplir des tâches épuisantes dans une terrible chaleur. Ouh l'histoire tragique de Maxime Plokhov qui n'est, malheureusement, pas un cas exceptionnel :

Maxime Plokhov est mort à l'hôpital militaire de Saint-Petersbourg le 19 septembre 2005. Maxime servait à Kamienka, une unité militaire à la triste réputation située près de la ville de Viborg (300 km au nord de St Petersburg). La mère de Maxime conteste la cause officielle du décès selon laquelle Maxime serait mort d'insuffisance rénale. Selon elle, Maxime est mort à la suite de coups violents et de soins médicaux insuffisants. Pendant son service, Maxime a été hospitalisé à plusieurs reprises après avoir été battu. Il souffrait notamment des jambes mais était renvoyé systématiquement à son unité avant complète guérison. Le commandant Ossipov, une sorte de brute qui aimait traiter les soldats de « singes » n'a même pas autorisé Maxime à mettre des pansements après son opération. Au mois de mai 2005, la mère de Maxime s'est adressée aux autorités militaires pour porter plainte contre le commandant Ossipov. Bien sûr cette plainte n'a pas eu de suite si ce n'est qu'elle a fait naître une haine grandissante chez Ossipov qui dès lors a accusé Maxime d'être un « faiseur de troubles ». En raison de ses blessures mal guéries, les jambes de Maxime ont commencé à gangrener, on l'a amputé d'un orteil. Après un séjour de courte durée au sanatorium de Priozersk, il fut de nouveau transféré à son unité. Là bas, les mauvais traitements ont recommencé. Un jour, à l'heure de l'appel, Maxime a perdu connaissance, on l'a réveillé à grand seau d'eau froide.

Le 11 septembre, il fut une nouvelle fois hospitalisé à Viborg où il mourut le 19 septembre. Pour une raison inexplicable, la mort est datée au 21 septembre et non au 19 sur l'acte de décès. La mère de Maxime a en vain exigé une expertise médicale mais on s'est dépêché d'enterrer son fils. Un jeune homme travaillant à la morgue a raconté à madame Plokhova que le corps de Maxime portait des traces de coups, notamment à la tête.

b. Exploitation, esclavagisme

Les commandants des unités obligent les soldats à travailler pour eux, à leur construire des maisons secondaires, à travailler dans leur potager. Il arrive qu'ils revendent les soldats à d'autres commandants ou les échangent contre un nouveau caban ou une nouvelle paire de bottes. Les soldats forment une main d'oeuvre gratuite qui travaille dans l'industrie du bâtiment. A Saint Petersburg par exemple, le palais Constantin non loin des célèbres fontaines de Petrodvoretz, là-même où monsieur Poutine aime accueillir ses homologues européens, a été construit par des soldats-esclaves. Mais ce n'est pas une exception :

Anton Smortchkov a été appelé sous les drapeaux à vingt sept ans, il a été forcé à travailler dans le bâtiment. Anton raconte qu'il a été arrêté sur son lieu de travail, au magasin DIXI où il travaillait comme magasinier. Au bureau de recrutement il a passé rapidement une visite médicale et a été transféré à Podolsk pour faire ses classes. Au bout de six mois il a changé d'unité et a poursuivi son service à Krasno Selo (banlieue de Saint-Petersbourg). Anton a été rapidement transformé en bouc émissaire en raison de son âge : les autres soldats de dix-huit ou dix-neuf ans se plaisaient à humilier quelqu'un de plus âgé qu'eux. Ils l'obligeaient à travailler pour eux et à leur fournir argent et cigarettes.

« Plusieurs fois on nous a emmené en ville pour travailler sur les chantiers. Le travail était dur et nous n'avions droit qu'à de la soupe lyophilisée et à un morceau de pain ou à une conserve pour toute

récompense. Tout d'abord nous avons travaillé sur un bâtiment de dix-sept étages puis dans une cave où il y avait des travaux, c'était quelque part près de la gare de Moscou à l'angle de la rue Covietskaïa. Sur les chantiers, les humiliations continuaient. Le 21 juin 2005 j'ai quitté mon unité car je craignais pour ma santé. »

c. Le racket

Les soldats témoignent systématiquement de cas de racket et d'extorsion d'argent. Les *diédi*, sous la menace, les forcent à leur fournir de l'argent et des cigarettes. La plupart du temps, les plus jeunes ne possèdent pas cet argent. C'est pourquoi ils sont forcés de mendier afin de ramener ce qu'on leur a exigé s'ils ne veulent pas se faire tabasser.

Valéry Dmitriev a commencé son service près de Nijni Novgorod à Moulino puis à Louga.

« Deux mois après mon arrivé à Moulino j'ai été violemment battu par deux sergents. Ils me battaient tous les deux après l'appel. Ils me tenaient allongé et me frappaient sur le corps et à la tête à coups de pied et à coups de poings qu'ils recouvraient d'une serviette pour qu'il n'y ait pas de traces. Ils me frappaient longtemps puis me disaient que je leur devais quatre cent roubles. Pendant six mois j'ai supporté cela, je me disais que tout allait s'arranger. Mais quand je suis arrivé à Louga et qu'ils ont su que j'étais de Saint-Pétersbourg, ça a été encore pire. Les gars de deuxième année me menaçaient et voulaient m'obliger à ramener de l'argent et des cigarettes il y en a même un qui m'a réclamé de l'herbe. Un autre, Arthur, m'a dit que si je lui ramenait un téléphone portable, je serais comme un coq en pâte mais que si je ne le faisais pas, il me frapperait... Le week-end, mes parents sont venus me chercher. Quand je suis revenu, je n'avais rien ramené. Arthur et un autre m'ont amené dans un bureau et m'ont demandé pourquoi je n'avais rien à leur donner. Ils m'ont frappé avec des livres en me promettant que je ne sortirais pas de là vivant. »

Une autre forme de vol est pratiqué plus particulièrement sur les territoires de la Tchétchénie et des autres républiques du Caucase, en Ingouchie ou au Daguestan. Elle consiste à récupérer le salaire des soldats engagés. Les commandants ne permettent aux engagés de partir en permission ou de rentrer définitivement chez eux qu'à condition qu'ils leur reversent une partie de leur salaire.

On peut citer le cas de Dimitri J. :

Sa mère s'est adressée à l'organisation des Mères de Soldats par lettre le 15 avril 2005. A l'issue de son service militaire, son fils a décidé de signer un contrat pour exercer en tant que professionnel, et il fut envoyé en Tchétchénie à l'unité n° 74268 où il a participé à des combats. A la fin de son contrat (il ne lui restait plus que quatre mois à servir), ses commandants ont exigé quarante cinq mille roubles (mille trois cent euros). Dimitri ne pouvant payer, il s'est enfui. La mère de Dimitri a téléphoné au commandant de l'unité qui lui a promis de rompre le contrat si Dimitri revenait dans les 5 jours. Dimitri est revenu mais il s'est fait tabasser dans un appartement. Dimitri a alors porté plainte contre ceux qui avaient tenté de lui extorquer de l'argent et a été muté dans une autre unité. La mère raconte qu'ils vivent dans la peur permanente car ils craignent les représailles.

d. La diédovtchina

La *Diédovtchina* peut être comparée à la pratique du « bizutage » français mais dans des proportions bien plus importantes. Ce système a commencé au début des années cinquante lorsque les gardiens des Goulags (camps de détention en Sibérie) furent transférés dans l'armée. Ils ont reproduit dans la sphère militaire les pratiques cruelles de ces camps où les gardiens et les prisonniers les plus « expérimentés » humiliaient et frappaient les autres prisonniers.

L'expression ' *Diédovtchina* ' vient du mot *diéd* qui veut dire grand-père. Dans l'armée, les *diédi* sont les soldats en deuxième année de service. Ils utilisent systématiquement la violence envers les nouvelles recrues. Les jeunes soldats sont frappés, humiliés parfois violés et tués. Ce système est un cercle vicieux car les soldats de première année deviennent un jour eux mêmes des *diédi* et se vengent sur les nouveaux venus de leurs souffrances passées. Le plus dangereux dans ce système, c'est qu'il est systématique. J'assistais au mois de juin au procès de deux soldats accusés de violences et d'extorsions envers d'autres camarades, un des deux accusés n'a trouvé d'autres mots d'explication que 'C'est la tradition' pour se défendre...

La *Diédovtchina* est si violente aujourd'hui que l'on peut utiliser le terme de torture pour la qualifier.

On peut citer comme tortures qui sont le plus souvent citées dans les récits des jeunes hommes : coups de tabourets, de pelles, d'arceaux de lits; coups de poings dans le ventre, au niveau la poitrine et au visage; coups de pieds dans la tête et dans les jambes; brûlures de cigarettes sur le corps; électrochocs; torture du sommeil. Ces souffrances physiques s'accompagnent de tortures psychologiques : destruction de la personnalité; menaces; extorsions d'argent, de cigarettes, de produits alimentaires, d'objets; mendicité sous la contrainte.

2. Conséquences du système de la diédovtchina

Il y aurait deux mille morts par an dans l'armée russe sans qu'il n'y ait eu de situation de combat. Selon les statistiques officielles, il y aurait eu 276 suicides et 857 « décès hors combats » en 2005 . Une mort sur trois dans l'armée russe serait due à un suicide. Ces chiffres sont très difficiles à vérifier car il n'y a pas de véritable enquête indépendante. On sait également que beaucoup de crimes sont déguisés en suicides afin d'éviter toute enquête. Les officiers se dépêchent de faire enterrer les soldats avant que les parents n'exigent une expertise médicale.

De plus ces chiffres ne prennent pas en compte le nombre de soldats « disparus » . Régulièrement les Mères de Soldats reçoivent des lettres ou des coups de téléphone de la part de mères qui n'ont aucune nouvelles de leur enfant. Ils ne sont ni dans leur unité, ni chez eux et personne ne les recherche. On peut citer le cas de Dimitri Pouchkarïov, 19 ans, disparu depuis le 04 juillet 2005, jour où il aurait fuit l'unité.

Les jeunes soldats qui ont soufferts de la *diédovtchina* sont psychologiquement marqués par cette expérience. Souvent, ils refusent de raconter ce qu'il s'est réellement passé. Ils peuvent devenir violents, sont nerveux, angoissés, font des cauchemars, souffrent d'insomnie, de dépression. Valéri Dmitriev dont nous avons rapporté le témoignage plus haut (*III)I)c)racket*), par exemple, a exprimé un désir de vengeance très fort envers ses bourreaux et promettait de leur tirer dessus. Pour certains d'entre eux, une partie des fonds des mères de soldats de Saint Pétersbourg est consacré à une hospitalisation en réhabilitation à l'institut médical de Bertierèv afin de les aider à retrouver une vie normale dans la société civile.

Ce système de violences systématiques est dangereux non seulement pour les soldats mais aussi pour la population civile qui vit autour de cette armée qui est censée la défendre. Pas un de ces soldats n'est capable de réactions réfléchies et raisonnables en cas de situations extrêmes

3. Le travail des Mères de Soldats de Saint-Pétersbourg face à ce problème

De nombreux soldats, ne pouvant plus supporter ces humiliations quotidiennes, craignant pour leur vie et leur santé physique et psychique décident de s'enfuir. Ce sont les *bégounki*, les fugitifs. Mais à partir du moment où ils quittent la caserne, ils sont considérés comme des déserteurs. S'ils ne sont pas défendus correctement, ils seront rendus coupables de désertion. Une part importante du travail des Mères de Soldats est de défendre les *bégounki* et de les arracher aux mains de l'armée. De les rendre à la vie civile.

Une notion fondamentale qui oriente le travail de l'organisation des Mères de Soldats est que le conscrit est avant tout un citoyen. C'est à dire qu'avant d'avoir des obligations en tant que soldat, il a des droits : droit à la vie, à la santé, à la dignité. Ces droits sont garantis par la déclaration universelle des droits de l'homme, la convention Européenne des droits de l'homme (signée par la Fédération de Russie le 28-02-96), la constitution russe et les lois nationales. Un soldat qui s'est enfui n'est donc pas un déserteur, il est une victime, ses droits fondamentaux ont été violés et doivent être défendus. Oui, mais comment?

a. La méthode des mères de soldats

La plupart des *bégounki* fuient leur unité parce qu'ils ne peuvent plus supporter les humiliations et les violences permanentes. D'autres n'ont pas été torturés mais sont malades et craignent pour leur vie et leur santé. Les mères de soldats utilisent une méthode spécifique et adaptée qu'elles ont créé par la force de leur expérience.

S'ils arrivent à l'organisation directement de leur unité, il faut commencer par leur fournir des vêtements, les nourrir et les laisser se reposer car ils sont exténués par le voyage qu'ils ont fait depuis leur unité jusqu'à Saint-Petersbourg, sans argent et sans nourriture. Ils ont fait une partie du chemin à pied et en auto-stop, ont fraudé dans le train. Ils sont souvent sales, affaiblis physiquement et en état de choc. Ils ont tous les mêmes yeux hagards et fatigués. S'ils ne sont pas originaires de Saint-Petersbourg il faut également trouver une famille d'accueil qui pourra les héberger quelques nuits le temps de prévenir un de leur proche.

Ensuite, chacun d'eux remplit un questionnaire et fait le récit de son histoire. Une partie du questionnaire est consacré à ses problèmes de santé, ceci permettra de prouver son inaptitude à prolonger son service militaire. Ce récit permet non seulement aux membres de l'organisation d'éclaircir la situation, de savoir lesquels de ses droits ont été violés mais pour le jeune c'est aussi un temps de retour sur lui-même très important. Très souvent il est dans l'incapacité de raconter par oral son histoire et c'est seulement après avoir écrit qu'il est capable d'avoir un entretien avec un des membres de l'organisation pour réfléchir ensemble à la manière de résoudre le problème.

Le *bégounok* écrit une lettre au procureur militaire dans laquelle il explique pour quelles raisons il a été forcé de quitter prématurément les rangs de l'armée. Ensuite, il passe différents examens médicaux devant des médecins civils. Il faut obtenir du procureur militaire et du commandant de l'unité que le jeune homme soit transféré à l'hôpital militaire en unité psychiatrique. En effet, un soldat actif ne peut se faire réformer que pour des raisons psychiatriques. Il faut prouver que son état psychologique est trop fragile pour supporter des situations extrêmes. Il faut être très prudent car le procureur militaire va tenter de renvoyer la culpabilité sur le jeune. Il va tenter de faire signer au jeune homme une « autodénonciation » (le jeune s'accuse lui-même d'être un déserteur). Dans ce cas, il est transformé en coupable et transféré au bataillon disciplinaire ou renvoyé à l'unité même où il s'est fait battre. Sur place, les *diédi* et les commandants vont se charger de le punir selon les « traditions » propres à l'armée russe... Il arrive également que le procureur trompe les parents en faisant croire à un arrangement : « ne vous inquiétez pas, votre enfant ne sera pas poursuivi pour désertion et nous allons le changer d'unité, là où tout se passe bien ». Il est très fréquent que des soldats s'enfuient plusieurs fois avant que leur parents ne prennent leurs responsabilités pour sortir définitivement leur fils de cet enfer.

b. Exemples commentés

Durant la période du 01.07.05 au 30.09.05, 115 *bégounki* se sont adressés à l'organisation des mères de soldats de Saint-Petersbourg. On peut citer quelques exemples qui se sont déroulés au cours de l'été 2005 :

Piotr

Le 1^{er} juillet 2005, Piotr L. a demandé de l'aide à l'organisation. Il est entré dans l'armée le 24.12.04. Piotr est originaire d'une famille nombreuse de la région de Carélie. L'unité militaire où il servait était soumis au système de la diédovtchina. On lui a soutiré de l'argent et il a été frappé. Le jour où Piotr a été balancé par la fenêtre du troisième étage par un diéd, il a décidé de s'enfuir. Il est rentré chez lui à pieds en Carélie. Il s'est adressé au procureur militaire de Pétrozavodsk qui lui a fait signer une autodénonciation. Après intervention du comité de mères de soldats local, il a été transféré à l'unité de Pétrozavodsk. Sur place, lorsqu'ils ont su que Piotr avait porté plainte, il a été battu et humilié encore plus violemment. Piotr a de nouveau quitté l'unité et a marché pendant vingt-huit jours jusqu'à chez lui. Ses parents décident cette fois de demander de l'aide à l'organisation des mères de soldats de Saint-Petersbourg. Piotr écrit une lettre explicative au procureur militaire de Saint-Petersbourg et passe des examens médicaux à l'institut Bekhteriév.

Malgré tout on refuse toujours de le réformer. Le père de Piotr conteste cette décision et avec l'aide de l'organisation fait hospitaliser son fils à l'hôpital militaire de Kronchtadt. Aujourd'hui Piotr est déclaré inapte et a pu rentrer chez lui.

On voit ici l'intervention d'un comité de mères de soldats. Il faut bien distinguer l'organisation des Mères de Soldats des comités. Ces derniers travaillent souvent directement avec les autorités militaires et en sont dépendantes. Ainsi, ils trouvent ensemble des arrangements et non des solutions.

Sergueï

Le 03.08.05, Sergueï L. est arrivé avec sa mère à l'organisation. Sergueï a été enrôlé le 22.06.05 au lycée militaire topographique de Saint-Petersbourg. Sergueï raconte qu'il s'est fait battre à coups de poings et de pieds. Les diédi le frappaient avec tout ce qui leur tombait sous la main. Ils l'ont forcé à trouver des cigarettes, s'il n'en ramenait pas dans la minute alors les tortures pouvaient durer toute la nuit. Sergueï a fini par avoir la main cassée mais n'a pas été soigné à temps. Au contraire, le commandant l'a forcé à effectuer des travaux difficiles à la pelle. Sergueï a fui et s'est adressé aux mères de soldats. Avec sa mère, ils ont écrits un courrier au procureur militaire de Saint-Petersbourg et de Moscou et au service médical du district militaire de la région de Saint-Petersbourg. Ils ont pu obtenir de faire hospitaliser Sergueï. Malheureusement, le jeune homme disparaît alors que la situation est presque réglée, il ne lui restait plus qu'à passer la visite médicale finale et aurait certainement été réformé. A-t-il perdu confiance? A-t-il senti que sa famille ne le soutenait plus et a eu peur? Actuellement il se cache et personne ne sait où il se trouve.

Voici un cas qui est pour le moment une situation d'échec. Si Sergueï s'adresse de nouveau à l'organisation, il sera encore possible de l'aider. On peut supposer que ses parents ont baissé les bras, qu'il l'a senti et a eu peur. Pour les parents comme pour l'enfant ce sont des épreuves très difficiles et il arrive qu'ils abandonnent en chemin. De plus, les jeunes hommes qui ont soufferts de la *diédovtchina* sont très traumatisés, ce qui peut expliquer un tel comportement .

Igor

Igor a rejoint les rangs de l'armée le 30.11.04 dans l'unité n°75637, à Ekaterinbourg :

"Au début les diédi s'amusaient à nous "bercer" c'est à dire qu'ils nous obligeaient à nous accroupir et à nous relever aussitôt trois cent fois, puis il fallait faire cent pompes. Dès la deuxième semaine, ils ont commencé à me frapper brutalement, à coups de poings et de bottes au niveau de la cage thoracique, à la tête. Il m'ont tant frappé que je n'ai pas pu marcher pendant plusieurs jours. J'avais mal aux jambes, à la tête, à la poitrine. Je fut hospitalisé car je souffrais de pneumonie. A l'hôpital on me menaçait en me disant que lorsque je rentrerai à la caserne, les coups et les humiliations recommenceraient. Je souffrais d'insomnies, de maux de tête, d'hypertension, je faisais des cauchemars.

Quand je suis retourné à l'unité, le cauchemar a recommencé. Ils nous obligeaient à leur fournir tout ce qu'ils demandaient, des cigarettes, de l'argent. Si on voulait dormir ne serait-ce qu'une paire d'heure, il fallait obéir. Pendant les séances de sport les sergents nous forçaient à courir en file indienne en portant des sacs de vingt cinq kilogrammes. Si quelqu'un faisait tomber un sac, il fallait de nouveau courir jusqu'à ce que nos jambes ne nous portent plus et que notre coeur s'arrête.

Ensuite j'ai été transféré à Rostov-sur-le-Don à l'unité n°2115. Les mêmes violences, les mêmes insultes ont recommencées. Quand pour la seconde fois je me suis fait hospitalisé, j'avais des bleus au ventre mais je les ai cachés aux sergents car je savais que si je racontais qu'on m'avait frappé, ils me battraient encore plus.

Pendant mon service militaire j'ai perdu ma santé, je suis devenu très nerveux, j'avais peur de tout, je souffrais de maux de tête et d'insomnies, de douleurs aux articulations et au coeur. Aujourd'hui, je fais des cauchemars et je parle la nuit, je perds la vue.

Voilà pourquoi je n'avais pas d'autre choix que de fuir mon unité."

Igor et son père Iouri sont venus spécialement de Rostov-sur-le-Don jusqu'à Saint-Petersbourg pour régler la situation avec l'aide des mères de soldats. Le père d'Igor est menuisier, il a déjà perdu un fils, décédé un mois après son retour du service militaire, ses jambes avaient gelées et n'avaient pas été soignées. Iouri était décidé à ne pas perdre un second fils. Aujourd'hui Igor est déclaré inapte au service militaire et est rentré chez lui.

Denis

Le 11 juillet 2005 Denis Tikhonov, vingt-et-un-an, est arrivé, éperdu, à l'organisation des mères de soldats de Saint-Petersbourg. Il était extrêmement tendu, son visage était rouge, ses yeux hagards. Il refusait de parler, il s'est assis et a écrit un récit bouleversant :

Denis est entré dans l'armée le 23.12.02 mais au bout de six mois de service il s'est fait enlever en plein centre de Saint-Petersbourg par des inconnus et envoyer en pleine forêt où il s'est fait exploiter comme esclave sur un chantier, la construction d'une datcha. A l'unité N°3727 où il servait alors (au centre de Saint-Petersbourg, près du musée de l'Hermitage) personne n'a entamé de procédure pour le retrouver. Le 15 octobre 2003 sa mère Lioubov Anatoliovna Tikhonovna a seulement reçu un bref télégramme qui disait que son fils avait volontairement quitté les rangs de l'armée. Un an plus tard une nouvelle lettre lui annonce que son fils a « disparu ».

Ce n'est qu'un an et demi plus tard qu'elle a retrouvé son fils, prévenue par l'organisation des Mères de Soldats. Denis est arrivé à l'organisation après deux jours de marche. Il a travaillé comme un esclave pendant un an et demi.

Denis a d'abord servi à l'unité N°3525, dans la région de Moscou à Touchino. Voici ce qu'il écrit :

“J'ai quatre soeurs, ma mère est invalide du troisième groupe, mon père est alcoolique. Depuis mes 16 ans je souffre de douleurs au ventre, j'ai été hospitalisé, j'avais deux ulcères à l'estomac. On m'a soigné mais un an plus tard je me retrouvais de nouveau à l'hôpital, l'ulcère avait déjà atteint le duodénum. Quand j'ai terminé mes études, j'ai subi une endoscopie, les médecins m'ont dit que j'étais guéri et je fus recruté dans l'armée.

Je commençais mon service à la base de Touchino. On nous réveillait en pleine nuit, nous devions nous mettre au garde-à-vous puis on nous laissait nous recoucher pour nous réveiller de nouveau. Tout cela m'a renforcé physiquement mais cela a détruit ma volonté et ma force psychique, d'autant plus que j'étais déjà psychologiquement fragile.

Nous avons été transférés à Sosnovi Bor, dans le district de Léningrad et là-bas j'ai appris ce que c'était la diédovtchina. Il y a eu des railleries, des moqueries, nous étions constamment humiliés. Nous, trois jeunes appelés et trois autres qui servaient depuis un an et demi travaillions à Gorélovo, nous cassions de la glace. Un jour l'un des diédi m'a frappé à l'aide d'une pelle parce que, selon lui, je travaillais trop lentement. Puis il m'a frappé au visage à plusieurs reprises à coups de poings, si fort que je n'ai pas pu parler pendant 1 semaine et demi. “

Denis a alors été transféré à l'unité N°3727 à Saint Petersburg :

« Les diédi ont commencé à nous persécuter. Nous étions cinq et ils étaient douze. Ils nous forçaient à leur fournir des cigarettes sinon ils nous frappaient. Ils nous réveillaient en pleine nuit et nous obligeaient à laver le sol. Ils nous donnaient des coups de poings ou des coups de pieds si nous ne nous nous pliions pas à leurs quatre volontés. Nous ne pouvions nous plaindre aux officiers, car les réprimandes n'auraient été que plus sévères.

Ils exigeaient de l'argent, ils nous obligeaient à mendier. Au début, je refusais. Mais ils m'ont battu. Ils me faisaient passer par la cave jusque dans la rue pour que je fasse la manche.

Une nuit, le sergent Tchernov m'a forcé à faire le ménage alors que je n'étais pas de corvée. Au matin, je n'en pouvais plus, je titubais. Le commandant m'a dit : « Ouvre les yeux ou je te bats ». Nous devions aller au travail. En chemin je m'endormais à plusieurs reprises. Je marchais du côté du sergent et il me frappait et me donnait des coups de pieds dans les jambes. J'ai encore les cicatrices. Le soldat Didienko m'a battu parce que je n'avais pas pu lui ramener de l'argent.

Le 5 octobre 2003 on m'a encore forcé à mendier. J'étais près du Champ de Mars quand deux hommes m'ont interpellé. Il m'ont posé quelques questions puis l'un d'eux m'a frappé à la tête et j'ai perdu connaissance. Je me suis éveillé dans une cave. Le matin, on m'a dit que j'allais travailler et construire cette datcha. Là-bas j'étais surveillé par deux gardiens et des chiens, je devais aider un certain Alik. Un jour j'ai tenté de m'enfuir mais ils m'ont battu. J'ai rempli les travaux les plus difficiles. J'étais mal nourri. Parfois, le propriétaire venait surveiller l'avancée des travaux mais il ne s'est jamais adressé à moi. Derrière le haut portail, on ne distinguait que des pins et des bouleaux. Au loin, on entendait des chiens aboyer. J'ai essayé de me pendre mais la corde s'est cassée, je n'ai pas eu la force de me couper les veines, je pensais à ma mère.

Quand la datcha a été construite, Alik et le gardien m'ont proposé de boire un coup de vodka, je n'ai pas refusé. J'ai bu et j'ai perdu connaissance. C'est le froid qui m'a réveillé, je n'étais plus à la datcha mais quelque part près du lac Ladoga. J'ai essayé en vain de retrouver la datcha. Au matin, j'ai décidé de rentrer à Saint-Petersbourg. J'ai marché pendant deux jours. En arrivant je me suis adressé

aux commandants de l'unité d'où je venais afin de leur expliquer la situation mais on n'a pas voulu me recevoir. Alors je me suis adressé aux mères de soldats."

Après avoir entendu son récit, les Mères de Soldats se sont adressées à plusieurs commandants militaires qui auraient dû prendre des mesures pour rechercher Denis mais aucun d'eux n'avait entendu parler de lui, ne s'était inquiété de savoir où il pouvait se trouver et ne proposaient de solution. Sa mère est venue de son village dans la région de Moscou jusque Saint-Pétersbourg pour défendre son fils. Ils ont vécu dans les locaux de l'organisation pendant deux mois. Denis aurait du avoir terminé son service militaire depuis sept mois mais il risquait tout de même d'être condamné pour désertion. En effet, le juge d'instruction du parquet militaire soutenait la version militaire selon laquelle Denis était un déserteur aux « orientations sexuelles anormales » et aurait inventé toute cette histoire. Denis a alors passé des examens médicaux à l'hôpital militaire afin d'être réformé. Après un mois d'hospitalisation en psychiatrie, il a officiellement été déclaré inapte. Avec sa mère Liouba, il a pu quitter Saint-Pétersbourg et retrouver sa famille après près de trois ans d'absence. Les mères de soldats n'auraient jamais pu résoudre la situation de Denis sans la participation de sa mère Liouba qui a fait preuve de beaucoup de courage et de persévérance. Aujourd'hui, Denis va mieux mais il reste traumatisé, il est dans un état psychique et physique très fragile, c'est pourquoi les mères de soldats prévoient de financer pour lui un séjour à l'institut médical de Bekhtiériev en réhabilitation.

4. Eléments d'explication

On peut s'étonner du silence et de la passivité des pouvoirs publics face à ce problème. Qui a besoin d'une telle armée, de jeunes affaiblis physiquement et psychologiquement, complètement ignorant du savoir et des techniques militaires ? Pourquoi le pouvoir laisse faire ? Le ministre de la défense refuse de reconnaître que la *diédovtchina* revêt un caractère systématique. Il semble plutôt complètement préoccupé par le fait qu'il faudrait recruter encore plus mais ne fait rien pour améliorer la situation catastrophique au sein de l'armée. Voici ce qu'il a déclaré sur la première chaîne le 13 novembre 2005 : "Aujourd'hui dans l'armée il y a encore des problèmes mais les mères n'ont rien à craindre car si elles ont peur il n'y aura plus d'armée du tout ». Le Parlement russe n'a pris aucune mesure concrète pour la défense des droits de l'homme dans l'armée russe et l'expérience montre que sans la pression de la part des instances européennes et internationales la Russie ne réagira pas.

a. Le manque d'autorité compétente

Les commandants et les officiers cautionnent ce système car pour eux la *diédovtchina* est un moyen de se défaire de leur responsabilité. Selon eux, les soldats en deuxième année de service *se chargent* de la discipline.

b. L'argent

La situation peut également s'expliquer pour des raisons financières. En effet l'argent est une des motivations principale des actes violents de la part des anciens sur les plus jeunes.

De plus ce système profite à toutes les structures militaires et en particulier aux bureaux de recrutement où la corruption est très importante. Beaucoup de personnes achètent leur exemption. Selon une enquête du journal *Novaïa gazeta**, (n°55 (1080), 01.08-03.08.2005) les bureaux de recrutement détiennent la première place pour le versement des pots-de-vin, avant la justice et l'immobilier. En effet le prix moyen d'une exemption est de 15409 roubles (environ 450 euros), ce taux a été multiplié par sept entre 2001 et 2005. Certains parents rencontrés à l'organisation des

* *Novaïa Gazeta*, n°55 (1080), 01.08/03.08.2005

mères de soldats donnent des chiffres encore plus élevés. Selon eux, le prix d'une exemption pourrait aller jusqu'à 5000 dollars et celui d'un ajournement jusque 600 \$. Le « Risque de corruption », c'est à dire le pourcentage de cas où la personne se retrouve dans une situation de corruption lorsqu'elle se heurte à l'appareil d'état est également révélateur : le nombre de cas où l'on a proposé à la personne de régler le problème en payant est de 57.7 % en 2005 contre 32,6% en 2001 (augmentation de 77%). Le nombre de personnes prêtes a donné des pots-de-vin si on le leur propose est passé de 50% à 63,4%.

Les agences de conseils juridiques privées profitent également de cette situation. En effet ces agences telle « Prizivnik » (l'appelé), donnent des conseils juridiques et aident les personnes à obtenir ou l'exemption, ou un ajournement. Elles demandent des sommes considérables pour des résultats non garantis.

Ainsi beaucoup de personnes n'ont aucun intérêt à ce que ce l'armée se normalise, diminuant alors le nombre de personnes prêts à tout pour être exemptées.

Les citoyens, en préférant payer plutôt que se battre, cautionnent ce système. La corruption en Russie existe dans tous les domaines, la justice, la santé, l'éducation, elle est si développée qu'elle devient un réflexe, un moyen systématique pour résoudre les problèmes.

c. L'impunité

Ce système perdure car les crimes restent impunis et les exactions deviennent la norme. Les procès contre les *diédis* sont très rares, et jamais aucun officier ou commandant n'est inquiété pour ne pas avoir su faire respecter la discipline dans son bataillon. Les mères de soldats de Saint-Petersbourg considèrent que la *diédovtchina* est une forme de torture. Or, lors des rares procès, les accusés sont condamnés pour « relations anormales envers leur camarade », ce qui est une expression bien vague.

Les juges et les procureurs militaires protègent l'autorité des commandants. Les procureurs, le plus souvent, cachent les crimes et refusent d'ouvrir une enquête. Le parquet militaire ne défend ni les soldats victimes de torture ni les témoins des faits qui continuent à servir dans la même unité et risquent d'être menacés.

Pourtant, parfois le parquet militaire ouvre une enquête et des procès ont lieu. Lors de mon séjour à Saint-Petersbourg, j'ai pu assister à deux procès militaires concernant deux affaires graves qui se sont déroulées dans la Marine. L'issue de ces deux affaires est révélatrice de l'état de la justice en Russie :

L'affaire de Kronchtadt : ...et le cauchemar ne faisait que commencer

Le début de cette histoire est presque banale en Russie : le 4 avril 2005 des jeunes matelots de première année se font battre et racketter pendant une nuit entière par des *diédis* à la base de Kronchtadt. Basés à l'unité de Lomonossov, ils avaient été transférés le jour même à Kronchtadt en attendant un embarquement pour Kaliningrad. Ce soir là, les *diédis* décident d'organiser un "banquet" mais pour cela il faut de l'argent. Ils tentent de soutirer deux milles roubles aux jeunes matelots qui ne peuvent les leur fournir. Alors on les bâte, on les humilie, un par un, toute la nuit. Le matin de cette nuit cauchemardesque, les douze marins décident de s'enfuir; car on les a prévenu, la "fête" n'est pas terminée.

Ils atteignent à pied Saint-Petersbourg le soir même. L'un, originaire de la région, téléphone à sa mère pour la prévenir. Ils décident de s'adresser au procureur militaire de la garnison de Saint-Petersbourg qui refuse de les recevoir. Ils avertissent alors l'organisation des mères de soldats. Ella Poliakova les reçoit et travaille avec eux toute la nuit, elle les écoute et organise un rendez vous à l'hôpital où ils sont examinés. L'affaire prend pour le coup une tournure inhabituelle : une plainte est déposée contre deux *diédis*.

Ils sont pris en charge par Elena Filonova, alors avocate de l'organisation qui va assurer leur défense. *“C'est très difficile de travailler avec ces jeunes, ils sont effrayés, ils n'ont confiance en personne, ni en le procureur ni en les services chargés de l'enquête. Ils ont peur d'être condamnés pour désertion.”* dit-elle.

Ils décident de s'adresser au procureur général de Russie et d'alerter les médias. A partir de ce moment les autorités militaires ne peuvent plus fermer les yeux sur les faits. Le 7 avril, le procureur militaire de la région de Leningrad, Igor Lebed admet que ses marins ont bel et bien été battus. Le commandant de la flotte baltique lui, dément les faits et affirme que les jeunes ne sont pas des victimes de la *diédovtchina* mais des déserteurs. Le procureur de la garnison de Kronstadt déclare que les responsables de ses violences doivent être punis.

Le 7 avril deux matelots, Ivan Arsakov et Victor Fiodorov, sont arrêtés et interrogés, leur jugement commence le 14 juin au tribunal militaire de la garnison de Kronchtadt.

A la fin de la première audience, la situation semble critique. En effet, le juge tente de retourner la situation. Il reproche aux jeunes marins d'être des poletrons, de s'être enfuis plutôt que d'avoir rendu les coups. Il pose à chacune des victimes cette même question : “Combien mesures-tu?” Le plaignant répond (un mètre quatre vingt cinq par exemple). Le juge : “Et du haut de tes un mètre quatre vingt cinq tu n'étais pas capable de te défendre? N'étiez-vous pas douze contre deux?”. Le juge leur reproche également de ne pas s'être adressés à un supérieur plutôt que de s'enfuir et tente de savoir qui fut alors le meneur; sur cette question les jeunes se gardent bien de donner des informations. Pourtant, les deux accusés reconnaissent les faits qui leur sont reprochés mais ne semblent pas réaliser la gravité de la situation ni les risques qu'ils encourent.

Tout le long du procès l'avocate volontaire de l'organisation, Elena Filonova assume seule et gratuitement la défense des douze marins. Elle est la seule civile. Le juge, le procureur et les avocats des accusés font partie de l'armée.

Pourtant, le 13 juillet, le tribunal militaire de la garnison de Kronchtadt condamne Ivan Arsakov et Victor Fiodorov à trois ans et demi de prison ferme pour l'un et à un an avec sursis pour l'autre. Ivan Arsakov doit également payer des compensations morales et matérielles de l'ordre de dix-neuf mille roubles et Victor Fiodorov de l'ordre de six mille roubles. Mais aucun officier n'est inquiété. Six des douze victimes décident d'entreprendre des démarches afin de se faire réformer. C'est une urgence car ils souffrent de maladies chroniques (problèmes de dos et de coeur graves) et en réalité n'auraient jamais du être enrôlés dans l'armée. Les parents des victimes adressent une lettre au commandant de l'unité n°49357 en lui priant d'hospitaliser leur enfant, de les faire soigner et de leur faire passer les examens nécessaires pour les réformer.

Malheureusement la situation s'est vite retournée contre les jeunes marins.

Le 28 juin le journal « Novi Piterbourg » publie un article qui accuse les mères de soldats d'être des « Complices du Goulag » (??), Arsakov et Fiodorov sont considérés comme des « victimes innocentes » et les jeunes marins des « faiseurs de troubles ».

Dès le lendemain, un des jeunes appelle en urgence Elena Filonova par téléphone. Plutôt que de les envoyer à l'hôpital, le commandant de la flotte Baltique s'apprête à transférer les matelots à Kaliningrad (enclave russe sur la côte nord de la Pologne). Isolés, sous escorte armée, ils sont dans l'impossibilité de fuir. Ils embarquent le jour même, à seize heure, sur le navire « Kièv ».

Les Mères de Soldats adressent une lettre au procureur militaire de la région de Leningrad et au commandant de la flotte baltique.

Le soir du 4 août, Elena Viatcheslaevna Filonova reçoit un SMS des marins qui lui apprennent qu'ils se trouvent à la base « Baltique » à Kaliningrad: *« Nous sommes à la base « Baltique ». Sauvez-nous c'est urgent. Nous tenons avec nos dernières forces. Le commandant ne sait pas qui nous sommes. Nous vous en supplions. Pour Kroupine et Gordienko c'est très dur »*. Une délégation envoyée par le procureur militaire de Saint-Petersbourg se rend sur les lieux et

découvre que les jeunes ont été de nouveau violemment battus sur le « Kièv ». La situation est très inquiétante, car il est très difficile de trouver des partenaires fiables à Kaliningrad qui est un territoire isolé du reste de la Russie, il n'y a pas de presse libre ni d'organisation de défense des droits de l'homme. C'est un territoire « fermé » et personne ne peut s'y rendre sans autorisation. Les membres de l'organisation se sont retrouvés désemparés devant cette situation. Selon elles, les jeunes auraient pu se faire réformer à temps si les parents s'étaient engagés. En effet, la plupart des douze marins ne sont pas originaire de Saint-Pétersbourg et les parents ne se sont pas déplacés ni avant ni pendant ni après le procès.

La mystérieuse noyade de cinq cadets et un officier

Au mois de juin 2005, les journaux ont révélé la mort par noyade de cinq cadets et d'un officier dans de troubles circonstances. Par deux fois, en juin juste après le drame, puis en octobre, avant le déroulement du procès, les parents des cadets tués se sont adressés aux mères de soldats de Saint-Pétersbourg. Les parents contestaient le déroulement et les conclusions de l'enquête. Selon la version officielle, les officiers auraient amenés sans autorisation et en négligeant de nombreuses règles de sécurité le groupe de cadets sur un petit yacht pour un exercice. Ses négligences auraient eu pour conséquences de faire chavirer le bateau à deux kilomètres au large des côtes. Le capitaine Gavrilov aurait autorisé les cadets et l'autre officier à nager mais ils se seraient tous noyés avant d'atteindre la côte. Les parents, pour de nombreuses raisons, ne pouvaient se satisfaire de cette version et exigeaient la vérité. En effet, l'enquête ne soulignait pas que durant cet exercice les officiers étaient visiblement ivres. De plus, les conclusions des expertises médicales et de l'enquête ne correspondaient pas. Les mères ne pouvaient également pas admettre que pas un des cinq garçons, sportifs et bien entraînés, n'ait été capable de nager jusqu'à la côte. Un cadet rescapé, qui serait rester avec le capitaine Gavrilov près du bateau renversé ne voulait pas témoigner, comme si on lui avait fait comprendre qu'il ferait mieux de se taire. Finalement, les parents ont préférés ne pas travailler avec les Mères de soldats mais je me suis tout de même rendue au procès en tant que représentante de l'organisation.

Le lieu du procès avait été déplacé au dernier moment. Il allait se dérouler dans un institut militaire et, selon un prétexte de « secret défense », l'accès à la salle d'audience était contrôlé bien que ce type d'audience soit légalement publique. Un car nous attendait pour nous amener sur le lieu du procès. Seuls les proches parents des victimes étaient autorisés à monter dans le car. Les mères ont refusé et ce n'est qu'après maintes négociations que l'on a autorisé les accompagnateurs et les journalistes à être conduits avec les familles à la salle d'audience. Devant l'institut militaire, la même comédie a recommencé. Bien que cela soit contraire à la loi, on nous empêchait d'entrer. Finalement, devant la pression des mères en larmes brandissant les portraits de leur fils et la présence de nombreux journalistes qui filmaient et photographiaient la scène, l'amiral a autorisé tout le monde à entrer. Comme d'habitude, étant étrangère, j'ai rencontré un peu plus de difficultés que les autres. Tout ce « cirque » nous a bien fait comprendre la volonté des autorités militaires d'éloigner les curieux et de ne pas révéler la vérité sur cette affaire.

Malgré la demande des familles, au cours du procès, aucun des témoins qui aurait pu apporter un nouvel éclairage sur l'enquête n'a été entendu. Faute de preuve, la cours a rejeté la charge selon laquelle le capitaine Gavrilov était ivre au moment des faits. Le capitaine Gavrilov a été condamné à cinq années de prison ferme assorti d'une interdiction de trois ans après sa libération d'occuper des postes à responsabilités pour « excès d'autorité ayant des conséquences graves » et « négligence causant la mort ». Les familles doivent se satisfaire de la condamnation mais ne connaîtront jamais les circonstances réelles de la mort de leur fils.

d. L'armée : un monde à part

Selon les mères de soldats, le problème est dû au fait qu'en Russie, la sphère civile n'a aucun contrôle sur la sphère militaire. Ces deux mondes sont complètement séparés. Ainsi, les lois qui régissent le monde civil comme le respect des droits de l'homme, n'existent pas pour les militaires. Le monde de l'armée est une zone fermée avec ses propres lois, ses règles, son système, ses traditions. L'armée reste fermée aux organisations civiles et n'a à rendre de comptes ni au gouvernement ni à la société. Aucune organisation civile démocratique ni aucune délégation gouvernementale n'est accréditée à contrôler l'armée et à mener une véritable enquête sur la gravité de la situation. Dans ses conditions, la situation dans l'armée russe ne peut être changée.

IV. Les mères de soldats : préoccupations et inquiétudes

1. La question Tchétchène

Depuis le début de la seconde guerre en Tchétchénie en 1999, la FIDH (Fédération internationale pour la Défense des Droits de l'homme) et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé les violations des droits de l'homme commises en Tchétchénie par l'armée russe ainsi que l'impunité dont bénéficient leurs auteurs. La FIDH, dès 2000, a employé les expressions « crimes de guerre » et « crime contre l'humanité » pour décrire la situation en Tchétchénie. L'organisation des mères de soldats de Saint-Pétersbourg s'accorde tout à fait sur ce point de vue et tente de sensibiliser son public à l'occasion des séances de l'*école des droits de l'homme* et par son discours général. De plus, l'organisation soutient activement les réfugiés tchétchènes du camps de Sérébriani, dans la région de Tver, en leur fournissant des denrées alimentaires, des vêtements et des médicaments. Ella Polyakova, présidente de l'organisation, participe à des rencontres à l'étranger pour promouvoir la paix en Tchétchénie et réfléchir ensemble à une résolution du conflit (Entre autres, la Marche pour les femmes de Tchétchénie et de Russie organisée par l'association Rien Sans Elles de Brest en juin 2004 ou encore la participation au séminaire « les femmes dans la construction de la paix » organisé par International Peace Bureau en novembre 2005 à Prague). De plus elle entretient des relations privilégiées avec des activistes pour la paix en Tchétchénie comme les journalistes du magazine indépendant tchétchène « Doch ».

Le gouvernement fait croire à une normalisation de la situation dans le Caucase alors que, au contraire, le conflit s'étend à toute la région notamment au Daguestan, en Ingouchie, en Kabardino Balkarie. La FIDH dénonce un climat actuel « de terreur et d'impunité ». Du côté des troupes russes, de nombreux soldats sont envoyés illégalement et non préparés en Tchétchénie. Bien que le ministre de la défense Sergueï Ivanov ait promis que seuls les contractuels (les soldats professionnels qui signent un contrat d'un minimum de trois ans) servent et serviront dans les régions du Caucase, on sait que beaucoup d'appelés non volontaires sont encore envoyés en république de Tchétchénie, en Ingouchie ou au Daguestan. Au cours de la saison de recrutement d'avril à juin 2005, 974 nouvelles recrues (presque la totalité du nouveau contingent) de l'unité militaire de Libiaje n°3526 (région de Saint-Pétersbourg) ont été transférées en Tchétchénie. On peut supposer que ceci n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres. Il semble également qu'on utilise des méthodes de torture afin d'obliger les soldats à signer des contrats : au mois de novembre 2005 plusieurs soldats ont témoigné de ces pratiques. A l'unité de Kamienka n°18472, ils ont été enfermés dans une tente sans chauffage et menacés d'y rester et d'être battus tant qu'ils n'accepteraient pas de signer le contrat d'engagement.

Les trois unités « noires » du district de Saint-Pétersbourg Libiajin n°3526, Kamienka n°18472 et Sosnovi Bor n°9785B où sont répétées les pires tortures forment le contingent des *forces intérieures*, c'est à dire celles qui sont censées assurer sécurité à l'intérieur du pays et donc sur le territoire tchétchène. Comment s'étonner des crimes commis en Tchétchénie lorsque les soldats ont été formés dans de telles unités, à coups de poings dans le ventre et sur le visage, à coups de tabourets dans le dos, à l'école de la haine, du racket, de la vengeance, de l'injustice et de l'impunité?

Normaliser la situation de l'armée russe, c'est diminuer les violations des droits de l'homme et l'impunité dans le Caucase. Or, à l'inverse d'une « normalisation », le conflit « pourrit » pour reprendre une expression de Carine Clément et Denis Paillard dans un article du monde diplomatique et ses conséquences s'étendent à toute la Fédération de Russie : « *Et la violence, telle une gangrène, se propage dans tout le pays. Non seulement parce que les actes terroristes peuvent*

*frapper n'importe qui, n'importe quand, n'importe où, mais aussi parce que soldats et miliciens reviennent chez eux porteurs du « syndrome tchéchène » du fait des horreurs dont ils ont été témoins et souvent acteurs. Pis : la multiplication des violences policières incite les associations à dénoncer une importation et une légalisation par l'état des méthodes expéditives de l'armée russe en Tchétchénie »**.

Aucun programme de réhabilitation n'est prévu pour les hommes revenus de Tchétchénie bien qu'ils soient très marqués par cette expérience et souvent déjà devenus des criminels. Les commandants militaires qui reviennent de leur *campagne tchéchène* continuent à exercer leur fonction en répétant les méthodes anormales appliquées en Tchétchénie. C'est le cas par exemple des commandants qui sont chargés à Saint-Petersbourg de la recherche et de la condamnation des déserteurs. Ce service faisant partie des forces intérieures, ils ont tous exercés en Tchétchénie. Les mères de soldats sont parfois forcées de travailler avec eux afin de régler le cas de certains soldats, disparus depuis longtemps et donc recherchés par cette « police de l'armée ». C'est toujours une épreuve de négocier avec ces commandants qui sont de véritables brutes. Leur langage est très cru, ils usent de démagogie, n'hésitent pas à tenir des propos très violents, balancent toujours entre la plaisanterie noire et le sérieux, mentent, effraient et provoquent les jeunes ex-soldats.

2. Militarisation de la société

Non seulement les mères de Soldats mais d'autres organisations et mouvements politiques expriment leurs inquiétudes et tirent la sonnette d'alarme sur deux points : la militarisation de la société et le développement des idées nationalistes.

On peut en effet s'inquiéter de la diffusion des idées patriotiques et militaristes à l'école, encouragées par le président Vladimir Poutine qui a fait adopter en 2001 un « programme d'éducation » prévoyant des mesures de « promotion du patriotisme ». La formation patriotique des jeunes russes est en plein renouveau ou plutôt en plein retour en arrière. En effet, cette éducation patriotique nous rappelle l'époque soviétique. Depuis le 1er septembre 2005, le gouvernement a décidé de réinstaurer des cours de « formation militaire préparatoire » pour les écoliers en dixième et onzième classe (16, 17 ans).

Depuis le 01.01.05 le texte de lois sur « les obligations militaires et le service militaire », prévoit, dans le cadre de « l'éducation patriotique » des formations de deux semaines pour des mineurs dans des camps militaires. Ces enfants sont envoyés dans ces camps sous la contrainte et sans visite médicale préliminaire. Ces activités rentrent dans le cadre du cours de « base des pratique de sécurité ». Les enfants suivent une formation de préparation militaire, ils apprennent à se servir des armes à feu, et font des exercices physiques. Ces entraînements sont animés par des officiers, les instituteurs ne participent pas à la formation. On ne demande pas l'accord des parents sur la participation ou non des enfants à cette formation. Or, beaucoup de parents craignent pour leur enfant qui sont souvent mal encadrés. En effet ces formations d'écoliers à la caserne débouchent régulièrement sur des accidents, parfois mortels. Le 17 mai 2005, un écolier de seize ans est mort à Iélets, à quatre cents kilomètres au sud de Moscou, après avoir couru un cross de trois kilomètres puis enchaîné sur un sprint de cent mètres. En septembre 2003, dans la région de l'Altaï, un adolescent de seize ans est mort, étouffé par son vomis sous un masque à gaz. L'instructeur avait ordonné une marche forcée de dix kilomètres après le dîner. En mai 2005, dix personnes se sont adressées à l'organisation des mères de soldats afin de défendre leur droit d'être prioritaire des choix éducatifs pour leur enfant, droit inscrit dans la constitution de la fédération de Russie et le code civil et de la famille.

Aujourd'hui, hors cadre scolaire, on constate également un développement important des

* « Dix éclairages sur la société russe », *Le Monde diplomatique*, novembre 2005

camps de vacances patriotiques pour les enfants. A Saint-Pétersbourg, ces camps sont organisés par le comité pour l'éducation patriotique des adolescents, financé par la région. Ce mouvement organise non seulement des camps de vacances patriotiques pour les enfants mais aussi différentes activités : la recherche des restes d'anciens soldats morts pendant la seconde guerre mondiale et organisation de leurs funérailles, concerts sur les lieux de ralliement du contingent, écriture de lettres aux soldats servant en Tchétchénie, préparation militaire pour des enfants originaires de familles en difficultés et d'orphelins, et, plus démagogique, organisation de centre aéré pour des enfants tchéchènes.

Apparemment on assiste à un retour du principe, populaire au temps de l'union soviétique : « Tu veux la paix, prépares-toi à la guerre » .

3. La haine de l'autre

Cette militarisation de la société est d'autant plus inquiétante que naît dans les esprits russes l'image d'un ennemi imaginaire qui menacerait le territoire de la grande Russie. Les idées nationalistes se banalisent de manière inquiétante, « l'autre », le responsable des problèmes de la Russie, ce bouc émissaire, peut apparaître dans les discours sous différents aspects. Le discours xénophobe s'appuie essentiellement sur la guerre en Tchétchénie. L'ennemi principal est celui qui a « un visage de nationalité Caucasienne », qui, dans l'imaginaire collectif, est un bandit, un voleur, un terroriste. Cette image est véhiculée par les médias et le gouvernement qui justifie ainsi les conflits et les crimes dans le Caucase. Cet ennemi est également représenté par les chinois. Dans les discours, les chinois représenteraient une nation très nombreuse qui pousserait les portes de la Russie et envahirait le territoire, je cite, « comme des cafards » car ils manqueraient de place dans leur pays. Ce discours est motivé par un phénomène réel qui est celui de l'immigration chinoise dans les régions très peu peuplées de l'extrême orient russe depuis l'ouverture des frontières dans les années 90 et interprété par les russes comme une invasion, un « péril jaune ». L'idée que la prochaine guerre sera sino-russe est toujours ancrée dans les esprits russes. Les africains (toujours qualifiés par le terme de « nègres » en Russie), les indiens, bref, tous les non russes, surtout si leur peau n'est pas suffisamment blanche, sont victimes de racisme. La haine de l'autre est généralisée, de plus en plus forte et elle n'est pas condamnée par le gouvernement qui laisse faire, s'il ne l'encourage pas. En témoigne les fréquents crimes racistes jamais dénoncés et punis comme tels (nombreux à Moscou, Saint-Pétersbourg et Voronej) et le nombre inquiétant de skinheads en Russie (50 000 à 60 000 dans le pays).

Dans les casernes, cette haine de l'autre est encore multipliée, les jeunes témoignent souvent de conflits entre soldats de différentes régions. Si le soldat est originaire d'une région représentée de façon minoritaire dans le bataillon, il deviendra le souffre-douleur des soldats venus de la région majoritaire. Les différentes nationalités sont délibérément mélangées dans les bataillons pour cultiver cette haine de l'autre. Les officiers utilisent ces conflits « inter-ethniques » pour remplacer leur autorité.

L'organisation des mères de soldat est membre du comité *Pour une Russie sans racisme* qui regroupe différents partis politiques et associations dissidents. Ce comité s'est formé suite à l'assassinat de l'ethnologue monsieur Nicolas Girienco, tué en raison de ses recherches sur les problèmes du nazisme et de la xénophobie en Russie.

Cette menace étrangère permet au gouvernement non seulement de justifier la guerre en Tchétchénie et de se défaire de ses responsabilités face aux maux du pays (détérioration des conditions de vie, criminalité, impunité, avenir incertain...) mais aussi de justifier une politique contre tout ennemi de l'état. Comme l'explique Carine Clément et Denis Paillard « *Cette vision du monde correspond à l'idéologie officielle du pouvoir : celui-ci présente en effet sa politique comme défendant la grandeur de la Russie contre ceux qui, de l'extérieur et de l'intérieur,*

s'acharnent à la saper – y compris les organisations non gouvernementales (ONG) dénoncées par monsieur Poutine, dans son adresse au pays en 2004 comme une cinquième colonne financée par l'étranger. (...) De surcroît, le sort réservé aux russes dans certains états nouvellement créés, à commencer par les pays baltes, les "révolutions pacifiques" récentes interprétés comme un complot américain renforcent encore l'impression que la Russie serait la victime de menées étrangères hostiles". En effet, le pouvoir est complètement omnibulé par la peur d'une révolution en Russie qui s'inspirerait du modèle de la "révolution des roses" en Géorgie, de la "révolution orange" en Ukraine ou de la "Révolution des amandes" en Kirghizie. Ainsi il stigmatise les associations non gouvernementales qui travailleraient au service de bailleurs de fond étrangers pour préparer une révolution.

Cette psychose a conduit à des mesures concrètes inquiétantes. Sous ce prétexte le gouvernement a voté en décembre 2005 un projet de loi visant à contrôler le financement des organisations non gouvernementales qui sont soupçonnées d'être financées par les services secrets étrangers. Cette loi menace particulièrement les associations de défense des droits de l'Homme qui, par leur action, par la promotion des idées démocratiques et leur discours critique vis à vis de l'état, constituent un danger pour le pouvoir. L'organisation des Mères de Soldats de Saint Pétersbourg n'est défendue et financée que par des organisations internationales : paxchristi internationale, association Promira (Suisse), New Endowment for Democracy (Etats Unis), fond Gagarine (russo-américain), FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme), avocats sans frontières (France)...etc. Cette loi menace donc la survie de l'organisation.

4. L'organisation des mères de soldats est-elle menacée?

Pour le moment, ces nouvelles mesures n'ont pas eu de répercussions concrètes sur l'organisation des mères de soldats car la loi ne doit être appliquée qu'à partir d'avril 2006.

Bien qu'elles soient en permanence sur écoute téléphonique, les mères de soldats ne ressentent pas de menaces directes ou de contrôle de l'état. En effet, leur force est d'agir selon le respect de la loi qu'elles défendent. C'est pourquoi le pouvoir ne peut rien leur reprocher.

Pourtant, des difficultés apparaissent. Il semblerait que leur courrier électronique soit sous contrôle, elles peuvent envoyer des messages à l'étranger mais de nombreuses lettres venant de l'étranger ne parviennent jamais à destination. L'adresse e-mail a été changée de nombreuses fois mais le même problème réapparaît. C'est un problème majeur qui complique énormément les procédures lorsqu'il s'agit de faire une demande de subvention ou de faire les démarches pour participer à une rencontre (colloque, conférence...) à l'étranger. De plus, ce problème pourrait avoir des conséquences importantes si, comme on peut le supposer, l'organisation se voit menacée par les nouvelles lois sur le financement des ONG. Si c'est le cas, il faudra mobiliser rapidement tous les partenaires étrangers mais le mauvais fonctionnement des moyens de communication seront un handicap important.

L'organisation manque d'argent. Les subventions ne sont versées que sur des projets particuliers et il n'existe pas de fonds pour le fonctionnement général. Actuellement, le plus urgent serait de récolter de l'argent pour acheter un local. En effet, le local actuel appartient à la ville de Saint-Pétersbourg qui voudrait revendre le bâtiment. Déjà, les mères de soldats de Saint-Pétersbourg s'étaient vues menacées d'expulsion pour un seul jour de retard de paiement du loyer. D'ici janvier 2007, date de fin du bail, elles devront partir. Pour aller où? Un projet existe qui serait de créer une maison des associations, qui regrouperait les locaux de deux ou trois organisations. Le tout est de trouver les fonds(environ deux cent mille dollars pour un local de cent cinquante mètres carrés).

Une autre difficulté est le nombre insuffisant de bénévoles. Malgré les centaines de personnes qui s'adressent à l'organisation, les mères de soldats ont du mal à trouver des volontaires. Pour de nombreuses raisons (trop de préoccupations personnelles, pas de foi dans les notions d'engagement et de pouvoir de la société civile, pessimisme...). La notion de bénévolat n'est pas

répandue en Russie . C'est pourquoi les quelques volontaires (une dizaine) sont présents tous les jours et considèrent leur engagement comme un travail à temps plein. Lorsqu'il y a un peu d'argent, l'organisation essaie d'indemniser les volontaires dans l'espoir de pouvoir un jour financer quelques postes salariés. Mais ce problème est dû non seulement au manque d'engagement de la société civile mais est aussi lié à la capacité de l'organisation à construire autour d'elle un cercle de sympathisants, puis d'adhérents, et de bénévoles formés à leur méthode. En novembre 2005, l'organisation a mené une campagne d'affichage afin de trouver des bénévoles parmi les étudiants. Mais les jeunes aujourd'hui ont plus tendance à s'engager dans le mouvement "Nachi" financé par le parti du président Vladimir Poutine, "La Russie unie", qui use de démagogie pour rassembler plutôt que dans des associations qui luttent concrètement pour une véritable démocratie en Russie.

Mon expérience m'a convaincue de l'utilité et de la force de l'organisation des mères de soldats de Saint-Pétersbourg. Depuis sa création en 1991, plus de cent mille personnes ont pu échapper au service militaire et plusieurs milliers de déserteurs ont pu défendre leurs droits et être réformés. Leur influence dépasse largement les limites de Saint-Pétersbourg et s'étend sur toute la Russie.

Au delà de la défense des droits des conscrits et des appelés, l'organisation tente de changer l'attitude des russes envers les autorités, de faire comprendre à la société russe qu'elle peut avoir un poids, un pouvoir de décision et d'action, qu'elle n'est pas impuissante face aux organes d'état, qu'elle a un rôle à jouer et une responsabilité dans ce qu'est et ce que deviendra leur pays.

La personne qui bénéficie de l'enseignement des mères de soldats, qui réussit à défendre ses droits malgré toutes les difficultés, qui se bat courageusement contre ce monstre qu'est l'armée va adopter une attitude radicalement différente dans sa vie quotidienne. Elle a appris à s'exprimer, à écrire aux organes d'état, à ne pas se soumettre aux comportements arbitraires des fonctionnaires. Elle réalise qu'elle a un pouvoir, devient maître de sa vie et de ses choix et refuse la fatalité. La rencontre avec les autres qui sont dans la même démarche qu'elle la renforce dans cette conviction, permet d'échapper au sentiment d'abandon et de solitude et de réaliser la force de la solidarité et du groupe.

On peut regretter que pour l'instant ce sont surtout les mères qui agissent pour leur fils et que peu de jeunes viennent d'eux-mêmes se défendre. Aucun mouvement fort de jeunes n'existe non plus pour la défense de l'objection de conscience, on en est pas là.

Comment sortir de cette catastrophe? Comment normaliser l'armée russe? Comment arrêter le carnage? Pour les mères de soldats, il faudrait créer une armée de métier. Cette idée figurait au programme de Vladimir Poutine lors de sa première élections en 2000 mais n'a visiblement eu aucune suite. Les problèmes de l'armée sont révélateurs de la situation générale de la Russie où les droits de l'homme sont bafoués chaque jour. Non droit, injustices, corruption sont présents à tous les niveaux... Tant que les russes accepteront cette situation comme une sorte de fatalité et ne pourront croire au poids de la société civile, rien ne se passera. Je n'essaie pas de me poser en donneuse de leçons ayant à de nombreuses reprises essuyée des moqueries (essentiellement de la part des jeunes hommes) lorsque je tentais d'associer les mots « Russie et démocratie ». Comment instaurer un état de droit sur ce territoire complexe et immense? C'est aux russes de nous le dire.

En attendant des jours meilleurs, les mères de soldats continuent leur combat avec tous ces hommes et ces femmes qui refusent d'être anéantis par l'armée russe. Le conflit entre la société russe et l'armée est un problème fondamental qui englobe les questions de la paix et de la guerre, du droit, de la liberté, de la justice, de la famille, du rôle de l'homme dans la société, de la démocratie, de l'humanité, de la violence, de la tolérance, des questions qui dépassent les limites de la seule Russie et nous concernent tous, européens et citoyens du monde.

Remerciements

Merci à Anne Donval, Annie Leroux, Annette Vazel et l'association des Riens sans elles (Brest) qui ont été les moteurs de cette aventure.

Merci à Anne Jardin et l'association Gwennili (Quimper) qui ont rendu possible ce projet.

Merci à tous les travailleurs et volontaires de l'organisation des Mères de soldats de Saint Pétersbourg qui ont patiemment répondu à mes questions et m'ont permis d'accéder à l'information et particulièrement Ella Polyakova, Zinaïda Tropina, Aksanna Kassiantchik, Dimitri Ivanov, Loeïza Boroëva, Lioubov Iéjéléva.

Merci à tous les jeunes russes et leur famille qui ont répondu à mes questions et accepté ma présence.